

JOURNAL  
BELGE  
MONDIAL!

# Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

## PAUL ARIÈS

LE BUEN-VIVIR  
CONTRE LES  
MÉGACENTRES  
COMMERCIAUX

Page 10

## DOSSIER

L'INVASION DES CENTRES  
COMMERCIAUX

Page 9

## CHRONIQUEURS

PAUL LANNOYE  
JEAN-PIERRE L. COLLIGNON  
MARTIN PIGEON  
FOIRE AUX SAVOIR-FAIRE  
GWENAËL BREËS

Kairos

Editeur responsable: Jean-Baptiste Godinot / asbl Respire — rue Joseph Coosemans, 32, 1030 Bruxelles



Illustration: Catherine Peilin

## SOMMAIRE

## ÉDITORIAL

Page 2

## RIO + 20

Pages 3

CHRONIQUE  
LE MORAL NÉCESSAIRE

Page 4 - 5

CHRONIQUE  
DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Page 6

CHRONIQUES  
DE LOBBYCRATIE

Page 7

CHRONIQUE  
TIRONS SUR L'AMBULANCE

Page 8

LE DOUDOU SQUATTÉ  
PAR CITY MALL

Page 9

LE BUEN-VIVIR CONTRE LES  
MÉGACENTRES COMMERCIAUX

Page 10 - 11

JE M'EN FICHE, MOI  
JE VEUX MON PROJET

Pages 14 - 15

BRUXELLES : LA GUERRE  
DES CENTRES COMMERCIAUX

Pages 16 - 17

NAMUR :  
LA TRANSITION  
« CÔTÉ VERRE »

Page 17

## S.O.S. VERVIERS

Page 18 - 19 - 20

ENCADRÉ : FORUMINVEST –  
CITY MALL

Page 21

## BRÈVES

Page 21

FAIT MAIN, C'EST LE PIED !  
/ AGENDA

Page 22

## VU, LU, ENTENDU

Page 23

## ABONNEZ-VOUS !

Page 24

## ÉDITORIAL

Vivre dans une société au sein de laquelle la logique du profit prend toujours plus de place, cela crée nécessairement, pour celui qui essaye de faire autrement, quelques difficultés qui peuvent passer pour des contradictions. Kairos, qui prône le partage et la solidarité, n'en reste pas moins dépendant des entrées financières liées aux abonnements et à la vente de journaux. Ce n'est certes pas le but ultime du journal, c'est là une évidence pour Kairos, qui espère améliorer sa diffusion auprès d'un public le plus large possible, diffusion qui générera, nous l'espérons, de nouvelles solidarités, de nouvelles luttes et soutiendra certaines de celles qui existent. Cette volonté est toutefois subordonnée aux possibilités d'impression et donc à l'achat du journal.

Si l'on regarde la façon dont est produit Kairos, nous ne voyons toutefois pas dans cette dépendance financière une véritable contradiction. Tous les chroniqueurs, graphistes, illustrateurs, correcteurs, trésorière – notre irremplaçable Sandy –, tous ceux qui donnent des coups de main indispensables... contribuent à cette aventure parce qu'ils veulent participer à une expérience collective porteuse d'espoir. Ils n'en tirent aucun argent. Les lecteurs, vous, s'abonnent ou achètent le journal sans doute (c'est notre espoir) parce qu'il représente une étincelle appréciée dans un univers médiatique idéologiquement cloisonné. Les libraires, eux aussi, sont essentiels. Passant chez l'un d'eux, qui fut parmi les premiers à nous soutenir, afin de vérifier son stock de Kairos, il répondit : « Y'en a plus qu'un, celui qui était en vitrine,

tout à fait décoloré par le soleil »... sur quoi sa femme reprend : « Non ! On l'a vendu »... Ces petites expériences donnent la pêche, c'est sûr.

Si nous devons rétribuer tous les contributeurs du journal, il deviendrait impayable pour la plupart. Cela donne une idée de la dépendance publicitaire des journaux vendus quotidiennement et réalisés par des contributeurs salariés et de la soumission éditoriale qu'elle implique (ils reçoivent en plus des aides d'État). Cela permet aussi et surtout d'appréhender les activités considérées comme « le travail » qui, dans cette société, rémunère la personne, et les autres qui doivent, pour exister, ne compter que sur la solidarité et l'esprit collectif.

Ce n'est là qu'un paradoxe apparent. Cette société privilégie tellement l'intérêt privé que proposer autre chose ne peut se faire qu'en recréant ce qu'elle a détruit, que ce soit dans le domaine de l'agriculture, de l'habitat, du travail ou de la presse...

« Ils » ne le feront pas, faisons-le donc nous-mêmes !

En vous abonnant, en achetant Kairos, vous participez de manière indispensable à la continuité de cette aventure.

Merci à vous tous !

COURRIER  
DES LECTEURS

=> Envoyez vos réactions à : [courrier@kairospresse.be](mailto:courrier@kairospresse.be) (les courriers sélectionnés seront publiés en mentionnant les noms et prénoms que vous indiquez)

L'adresse du courrier des lecteurs est « [courrier@kairospresse.be](mailto:courrier@kairospresse.be) ». Nous avons eu un problème technique avec la mise en route de cette adresse du courrier des lecteurs, auquel nous tenons pourtant particulièrement.

L'adresse fonctionne et nous sommes à l'écoute de vos réactions, remarques et courriers.

J'espère qu'en plus d'être anti-productiviste vous serez également antimilitariste, anti-impérialiste et anticapitaliste.

Bon travail,

Xavier

On se laisse emporter par le mouvement et on confond les crétiens homonymes... erreur pardonnable, tant les imbéciles sont interchangeables.

Le nouveau président français «de gauche» (ha, ha, ha...) n'a pas rendu hommage au *faux* philosophe médiatique de droite Luc Ferry, mais plutôt à Jules Ferry qui apparaît dans le paragraphe suivant. Coquille ou second degré ?

Pour le reste des articles toujours à la hauteur de nos espérances.

Amitiés

Patrick

Bonne chance pour votre publication dont j'apprécie beaucoup les deux premiers numéros

Suzanne

## ERRATUM

Dans une brève du Kairos n°2 à propos de l'intronisation du Président français, nous avons confondu Jules Ferry avec Luc Ferry, ancien ministre de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche sous Nicolas Sarkozy. Il fallait donc lire «Jules» et non «Luc» qui sont deux personnes différentes bien que leurs politiques respectives nous semblent partager des défauts rédhitoires.

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente  
Journal d'opinion sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin, septembre, novembre, février + un n° spécial. / ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique par :  
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,  
rue Auguste Lévêque, 37c – 1400 Nivelles

Tirage : cet exemplaire a été tiré à 3.500 exemplaires

Editeur responsable: asbl Respire - Jean-Baptiste Godinot  
Rue Joseph Coosemans, 32 - 1030 Bruxelles – Belgique  
[info@kairospresse.be](mailto:info@kairospresse.be) – [www.kairospresse.be](http://www.kairospresse.be)  
Tél.: (00 32) 485/057 744 - (00 32) 488 200 175

Co-rédaction en chef :  
Alexandre Penasse, Jean-Baptiste Godinot

Graphisme: Pierre Lecrenier

Trésorerie: Sandy De Wilde

Relecteurs: Nadia, Janine, Marie-Paule, Benoit

Chroniqueurs :  
Gwenaël Brees, Jean-Pierre Léon Collignon,  
Paul Lannoye, Corporate Europe Observatory,  
la Foire aux Savoir-Faire asbl

Illustrations: Catherine Pellin, Anne Brugni, Titom,  
François Hubert, Lucy Watts, Nadège Guichard,  
Chloé Perarnau, Fanny Dreyer,  
AbdelBouzbiba, Alexandre de Moté

Ont contribué à ce numéro: Bernard Legros,  
Paul Ariès, Claire Scohier, Eddy Van Hassel,  
Vesdres-Avenir, Audrey, Pierre et Julie

# RIO + 20

## ENTERREMENT DE PREMIÈRE CLASSE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le premier Sommet de Rio en 1992 fut considéré comme une avancée extraordinaire de la conscience humaine planétaire. Et pourtant... Même si nombre d'institutions de par le monde se targuent d'avoir peu ou prou suivi l'Agenda 21, aucun des engagements pris n'a vraiment été tenu et la situation s'est globalement aggravée. Rio+20 aurait pu être l'occasion d'un sursaut, hélas ce fut un pétard mouillé. L'humanité vient encore de perdre vingt précieuses années pour agir<sup>1</sup> et l'addition sera d'autant plus lourde à payer. Le texte de 49 pages qui en a résulté, *L'avenir que nous voulons* est « une litanie d'engagements vagues, de promesses non datées, de concepts indéfinis et de phrases creuses ».<sup>2</sup> Pire, on n'y parle pas « de mondialisation, d'épuisement des ressources énergétiques, des enjeux alimentaires ou agricoles, de gestion transfrontalière de l'eau, de la crise économique et financière... ».<sup>3</sup> Des observateurs habituels comme le WWF et Greenpeace parlent d'un échec « colossal » et « épique », Ban Ki-Moon a évoqué une « tragique déception » et l'ex-fidèle Nicolas Hulot avait jeté l'éponge dès le départ. Et toujours pas la moindre Organisation mondiale de l'environnement (OME) à l'horizon, juste un petit refinancement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)... Les 193 pays participants ont finalement décidé de... créer des « objectifs de développement durable » ! Nous voilà repartis pour un tour de politique des petits pas, en attendant Rio + 40 qui sera certainement annulé pour cause d'effondrement.<sup>4</sup> S'il n'accouchera de rien de concret ni de contraignant, reconnaissons quand même à ce sommet deux petits mérites : d'avoir dessillé les yeux de la supposée minorité restante d'électeurs-consommateurs qui étaient jusqu'ici ignorants des périls systémiques et d'avoir allumé un contre-feu de plus à la propagande crapuleuse des climato-sceptiques. Mais fallait-il à nouveau émettre des tonnes de gaz à effet de serre pour un résultat si limité ?

Après ce bilan, les objecteurs de croissance (OC) continueront à clamer ce qu'ils ont toujours clamé : le « développement durable » (DD) fut dès le départ une supercherie intellectuelle imaginée par l'oligarchie pour faire prendre aux électeurs-consommateurs des vessies pour des lanternes ainsi qu'une vaste opération d'éco-blanchiment (*greenwashing*) destinée à (tenter de) verdir tant les procès industriels que le marketing et la publicité. Une faute majeure du DD fut de mettre sur le même pied les trois piliers économique, social et environnemental, alors que Karl Polanyi a rappelé qu'avant la « grande transformation », l'économie était « encastrée » dans le substrat social et que les populations et les écosystèmes ne s'en portaient pas plus mal, bien au contraire. Depuis lors, elle s'est autonomisée, pour le pire sans le meilleur.

Le premier à avoir porté le fer dans la plaie fut Serge Latouche, principal théoricien de la décroissance en France. Il a mis en évidence le caractère oxymorique du DD, destiné à brouiller les esprits.<sup>5</sup> Récemment<sup>6</sup>, il a rappelé le rôle per-

vers joué par les dirigeants des multinationales en 1992, particulièrement Stefan Schmidheiny, « roi d'Eternit » et fondateur du *World Business Council for Sustainable Development* (WBCSD). Le *sustainable development*, explique Latouche, n'est pas le fruit de gentils écologistes humanistes, mais a été imaginé par le lobby industriel américain pour contrer la notion d'« écodéveloppement » apparue à la conférence de Stockholm en 1972. Aujourd'hui, certains de ses anciens dé-

**« Les OC pratiquent – pour la plupart d'entre eux – la simplicité volontaire, mais ont conscience qu'il ne s'agit là que d'un seul des trois pieds, est que ceux des expérimentations alternatives et du politique seront plus déterminants dans la lutte »**

vots finissent par lui tourner le dos. En Suisse, le philosophe Dominique Bourg, « (ex ?)-pape du développement durable », n'avait pas attendu Rio + 20 pour déchanter. En juillet 2010, il déclarait à la revue *Etudes* : « Nous parlons de développement durable depuis plus d'une vingtaine d'années. C'était une tentative pour dissocier la croissance du PIB de la consommation d'énergies et de ressources naturelles. Nous savons maintenant que c'est impossible. [...] Il convient donc de refermer la parenthèse du développement durable. [...] Finissons-en avec la rhétorique des trois piliers et d'un équilibre aussi trompeur que mensonger entre les dimensions économique, sociale et écologique. » Héraut belge du DD, Edwin Zaccai (ULB) se montre mitigé : « Nous avons cru qu'en disant les mots "développement durable", nous avions la chose... Mais définir un cap ne suffit pas à obtenir ce que nous voulons. Des changements positifs sont tout de même intervenus. [...] Par contre, nous ne parvenons toujours pas à gérer les grands flux, la transformation globale de l'environnement. »<sup>7</sup> Dans son dernier éditorial antiproduktiviste, André Ruwet, rédacteur en chef d'*Imagine*, avoue que « la notion de développement durable s'est malheureusement avérée vague et molle, permettant une interprétation fort différente selon les interlocuteurs. [...] L'esprit de Rio avait [sic] pris un sérieux coup dans l'aile. »<sup>8</sup>

Du côté de l'éducation au développement durable, même constat désabusé. Lucie Sauvé, spécialiste de l'éducation relative à l'environnement à l'Université du Québec, déclare : « L'imposition du développement durable en éducation, c'est l'invasion d'une vision du monde réductrice qui entrave le développement d'une pensée critique et la possibilité d'entrevoir d'autres formes de rapport au monde. »<sup>9</sup> Jean-Michel Lex, fer de

lance de l'éducation vers un développement durable en communauté Wallonie-Bruxelles : « On a tenté de faire de la verdure plutôt que de changer les systèmes économiques. On a très peu pensé à la manière dont on allait aider les populations à participer à des réorientations de l'économie et de la consommation, à des modèles de rapport à la nature et à la planète. »<sup>10</sup>

L'heure de la décroissance aurait-elle enfin sonné ? Las ! Si les universitaires et les éditorialistes reconnaissent aujourd'hui les impasses et échecs du DD, ils n'en viennent quand même pas à tresser des lauriers aux OC ! Entre-temps, deux concepts, qui ne sont pas sans intérêt, sont tombés à point pour continuer à tourner autour du pot – la simplicité volontaire et le mouvement de la transition – ainsi qu'un *deus ex machina*, Tim Jackson, sur lequel les écolo-technocrates européens se sont rués pour mieux faire de l'ombre à la décroissance tout en reprenant ses idées, en les affadissant pour les rendre solubles dans l'économisme et la social-démocratie (ou ce qu'il en reste). Ne nous méprenons pas, les OC pratiquent – pour la plupart d'entre eux – la simplicité volontaire, mais ont conscience qu'il ne s'agit là que d'un seul des trois pieds et que ceux des expérimentations alternatives et du politique seront plus déterminants dans la lutte. Ils regardent avec bienveillance le mouvement de la transition, tout en regrettant la relative dépolitisation qui y règne. Ils prennent acte de la position « chèvrechoutiste » de Jackson destinée à rassurer le monde de l'entreprise et à stimuler la conscience sociale et écologique des citoyens. Il y a bien sûr beaucoup d'idées en commun chez l'un et chez les autres, mais les OC ont le mérite d'une posture radicale dont nous avons tout à gagner, car la situation elle-même s'est radicalisée, ce que reconnaît même Nicolas Hulot.<sup>11</sup> Ce sont eux qui ont fait preuve de lucidité philosophique quand d'autres s'entêtaient et s'entêtent toujours dans la défense et l'illustration du DD<sup>12</sup> ou font amende honorable après des années de fourvoisement. L'avenir est à la décroissance.

Bernard Legros

(1) Tout comme elle avait déjà perdu vingt ans entre 1972, année du rapport Meadows du Club de Rome et 1992.

(2) *Le Soir*, 21 juin 2012.

(3) *Le Soir*, 23 & 24 juin 2012.

(4) Cf. Yves Cochet, Jean-Pierre Dupuy, Susan George, Serge Latouche, *Où va le monde ? 2012-2022 : une décennie au devant des catastrophes*, Mille et une Nuits, 2012.

(5) Cf. Serge Latouche, *Survivre au développement*, Mille et une nuits, 2004, pp. 51-68.

(6) *Politis*, 29 mars 2012, p. 35.

(7) *Imagine demain le monde*, mai/juin 2012, n° 91, p. 11.

(8) *Ibidem*, p. 3.

(9) *Symbioses*, n° 94, p. 10.

(10) *Ibidem*, p. 11.

(11) *Le Nouvel Observateur*, n° 2485, 21 juin 2012, pp. 66 & 67.

(12) Le bêtisier du développement durable ne cesse de s'allonger. Cf. <http://www.decroissance.org/?chemin=betisier>.

# STARCHISTEM

Depuis quelques années, des vedettes de l'architecture dessinent de «grands gestes» à Bruxelles et dans d'autres villes belges... Mais en quoi cette déferlante d'architectes cotés (en bourse ?) est-elle un gage d'intelligence, de démocratie, de durabilité ou de qualité ?

Bruxelles est marquée de longue date par un mouvement chaotique de démolition de son bâti historique. Il fut un temps pas si lointain où tous les grands projets immobiliers étaient portés par quelques sociétés faisant systématiquement appel aux mêmes bureaux d'architecture, lesquels reproduisaient des formes guidées davantage par la rentabilité maximale que par l'intégration dans le tissu urbain. La situation fut à ce point caricaturale que certaines parties de la ville, tel le *quartier européen*, semblent avoir fait l'objet d'une répartition concertée entre quelques promoteurs et architectes avec la bénédiction des pouvoirs publics. Le paroxysme du ridicule fut atteint à la fin des années 80 lorsqu'il fut décidé, intérêt national oblige, que la construction du Parlement européen devait être l'œuvre d'un consensus politique et immobilier : pour contenir tout le monde et pallier à l'absence d'un projet public, une société immobilière fut créée avec des banques d'obédiences laïque et chrétienne, ainsi qu'un atelier d'architecture réunissant les habituels bureaux bruxellois. Aujourd'hui, on peut juger sur pièce du résultat...

Cette manie de démolir la ville et cette façon de la reconstruire comme centre administratif et d'affaires a conduit à une architecture glaciale, à un urbanisme mortifère. Des voix se sont élevées contre cette politique des petits arrangements, y compris au sein de la profession des architectes dont émanèrent des revendications destinées à ouvrir ce jeu très fermé. Certaines d'entre elles finirent par aboutir parallèlement à l'arrivée aux affaires d'une nouvelle génération d'architectes et d'urbanistes. Prenant exemple sur la France, Bruxelles se dota d'une Agence de développement territorial et, s'inspirant de la Flandre, créa un poste de Maître architecte. Des dispositifs censés garantir une *vision cohérente*, des *bonnes pratiques* architecturales et la *qualité* des formes produites, même si ces instances dépendent directement du pouvoir politique et ne mettent pas en cause les grandes options prises en terme de programme et d'affectations.

Le recours à des concours internationaux fut aussi présenté comme une manière de s'assurer de la *qualité* des grands projets. Mais dans un pays où les autorités se complaisent dans un discours sur leur incapacité à produire une architecture publique (le chantier du Berlaymont avec ses années de retard et l'explosion de ses coûts, est toujours pris en exemple à ce propos), ce type de procédure a relativement peu d'impact.

Quand bien même elle en aurait, il reste à savoir qui définit cette notion de *qualité* et comment...

A défaut de répondre à ces épineuses questions, les décideurs urbains semblent s'être accordés tacitement pour adopter une pratique répandue ailleurs et supposée éviter la médiocrité. Il s'agit de faire appel à des architectes internationaux, dont l'aura de gourou résulte souvent d'un début de carrière marqué par l'opposition à un système opaque et technocratique, dont la réputation s'est forgée sur une réflexion intellectuelle, un discours démocratique, social, écologique ; sur une démarche et un engagement progressistes, prônant l'innovation, refusant l'uniformisation et le conformisme ; sur une approche dépassant le strict cadre de la discipline architecturale en y intégrant des aspects culturels et artistiques. Ce sont souvent de prestigieuses commandes publiques (musées, instituts, cités, théâtres, opéras, palais de justice,...) qui ont contribué à les rendre célèbres.

Il en va ainsi de Jean Nouvel, connu notamment pour son implication dans la création du Syndicat français de l'architecture, d'une Biennale de l'architecture ou encore dans l'organisation de contre-concours lors de projets publics. Son approche pluridisciplinaire l'a amené à développer des activités parallèles, notamment dans la scénographie ou le design, en concevant par exemple des objets et emballages pour des produits de consommation plutôt chics. Anciennement défenseur du patrimoine industriel, Nouvel milita pour la sauvegarde des anciennes usines Renault de l'île Séguin à Boulogne-Billancourt... où il projette désormais d'ériger un nouveau *morceau de ville* composé notamment de 5 tours, dont 4 de bureaux. Autrefois pourfendeur de l'Ordre des architectes et des barons de la profession, il est aujourd'hui à la tête d'une entreprise internationale qui construit à tour de bras gratte-ciel de bureaux, centres de congrès ou hôtels, de Paris à Barcelone, d'Abu Dhabi au Qatar, de New York à Tokyo, s'accommodant des desideratas de ses clients (même si les cahiers de charges empêchent d'emblée tout projet décent, socialement et écologiquement non nuisible) et des procédures pas toujours démocratiques ayant mené à sa propre désignation.

«*Mon credo, c'est le dialogue avec les habitants et leur culture, dans le but de faire plaisir*», dit-il. Mais à qui s'agit-il de faire plaisir ? Sollicité pour construire une tour de 50 millions d'euros pour

la police à Charleroi, Nouvel va surtout laisser sa marque à Bruxelles où la SNCB a fait appel à lui pour transformer la gare du Midi en vaste complexe de 550 mètres de long, comprenant 250.000 m<sup>2</sup> de bureaux, un centre de congrès et un restaurant panoramique flanqué d'un édifice transparent haut de 120 mètres en forme de V... Dans un quartier qui a déjà été amplement démoli pour y ériger 300.000 m<sup>2</sup> de bureaux, voilà certainement de quoi faire plaisir aux habitants.

Il est grand temps de chercher le chemin d'une véritable architecture publique, d'intérêt général, qui soit enseignée, critiquée, débattue, concertée.

L'Espagnol Santiago Calatrava, quant à lui, a offert à Liège, ville de 200.000 habitants, la plus grande gare TGV d'Europe au terme d'un chantier de 9 ans qui vit exploser les coûts de construction (de 161 à 500 millions d'euros, sur les deniers de la SNCB) et fut le prétexte à raser les îlots voisins : «*La cohabitation entre la gare et le quartier n'est plus possible*» déclara celui qui s'apprête maintenant à remettre le couvert à Mons. En 2001, c'est son collègue hollandais Rem Koolhaas qui vint au secours d'institutions européennes soucieuses de redorer leur image à Bruxelles : il préconisa de penser en terme de sigles et de transformer le drapeau européen en code barre, comme s'il s'agissait de vendre l'image d'une marque. En 2008, c'est au tour du Français Christian de Portzamparc d'être convoqué par les autorités pour redessiner la rue de la Loi afin de mieux satisfaire les appétits immobiliers dans un *quartier européen* arrivant à saturation ; dans la foulée, il est embauché par un promoteur pour dessiner 2 tours de bureaux dans le même quartier, et 3 autres ayant la même fonction du côté de la gare du Midi.

Ces *iconoclastes* autoproclamés ont donc parfaitement intégré l'économie de marché et relayent le discours ambiant, justifiant la course à la hauteur et à la densification que se livrent les grandes villes. Les bâtiments ou les plans d'urbanisme qui leur sont commandés servent avant

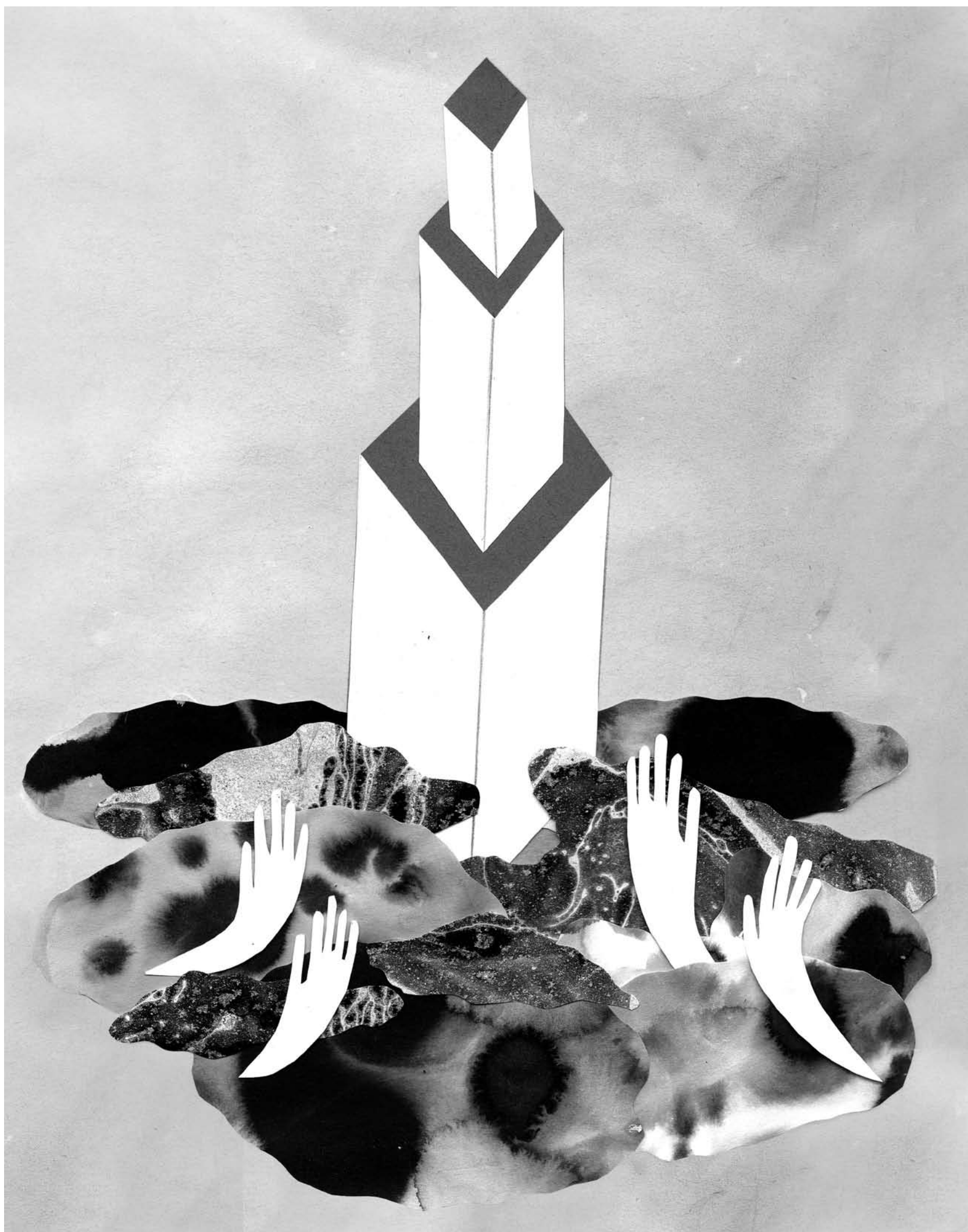


Illustration: Anne Brugini

tout à ériger des «*emblèmes d'un nouvel élan métropolitain*» comme l'exprime avec emphase le maire de Paris. Ce qui importe, c'est de symboliser la puissance d'une firme, d'un pays, d'une région ou d'une ville qui se pensent comme des marques et veulent exprimer leur *dynamisme* et leur attractivité à travers des immeubles tape-à-l'œil comparables à des logos. Les superstars de l'architecture suivent servilement cette logique de marketing qui vise à transformer les villes en capitales d'affaires et de tourisme, les gares en cathédrales ultra-modernes. Dans le champ institutionnel et médiatique, la seule évocation de leur nom donne légitimité et standing à des pro-

jets titanesques, comme si leur signature devait suffire à éteindre tout débat et tout esprit critique. Mais pourquoi leur ferions-nous confiance ? Nageant comme des poissons dans l'eau d'un secteur immobilier qui condense les affaires de corruption, ils portent en revanche peu d'intérêt aux besoins des populations locales et des usagers. Bombardés experts de villes qu'ils connaissent à peine, ils ont maintes fois montré le peu de cas qu'ils font des conséquences urbaines, humaines et environnementales de leurs projets, de leurs coûts de construction et d'entretien exorbitants, de leur pseudo-durabilité, et même de leurs finitions parfois bâclées...

Il est grand temps de chercher le chemin d'une véritable architecture publique, d'intérêt général, qui soit enseignée, critiquée, débattue, concertée. La ville est une affaire trop importante pour être laissée aux mains d'une poignée d'hommes d'affaires à la pensée utilitariste ou d'un *star system* qui produit des exercices formels pour magazines de papier glacé et vend de l'architecture comme du *branding* ou de la publicité.

**Gwenaël Breës**

# LE RÉSEAU 4G, LE PROGRÈS ET LA MORT DES ABEILLES

La presse généraliste y a largement fait écho au cours de ces quelques semaines de vacances, la téléphonie mobile de quatrième génération est en train de s'implanter en Belgique.

Ce pas décisif dans notre course au progrès est en train de se réaliser grâce aux opérateurs déjà bien implantés que sont Mobistar, Proximus, et Base auxquels s'est ajouté un quatrième opérateur.

Grâce à Mobistar, Anvers va d'ores et déjà bénéficier d'un réseau pilote tandis que 600 sites supplémentaires seraient équipés dès 2013. Proximus teste son réseau sur 9 villes du pays (dont Liège, Namur, Mons et Wavre) et Base sur 2 villes flamandes.

Si on oublie les quelques milliers de passésistes et de grincheux qui ont signé une pétition dénonçant le risque d'une forte augmentation de la pollution électromagnétique<sup>1</sup>, du fait notamment de l'entrée sur le marché d'un quatrième opérateur, il y aurait tout lieu de se réjouir. C'est en tout cas le ton clairement affiché par la plupart des journalistes. Certains saluent même le volontarisme des opérateurs et déplorent les entraves au progrès que constitue à Bruxelles l'existence d'une norme d'exposition qu'ils jugent trop sévère au point de les empêcher de réaliser leurs projets.

Mais au fait, de quel progrès s'agit-il ?

Grâce au réseau 3G et aux téléphones intelligents (pardon, mieux vaut dire Smartphones), nous bénéficions en permanence de la possibilité de regarder la télévision, de naviguer sur Internet, d'envoyer des vidéos .... Bref d'être insérés en permanence dans ce vaste réseau de consommation d'images dans lequel la modernité nous convoque.

Mais, car il y a un mais essentiel, la 3G, au cas où cela aurait échappé à certains, c'est lent, beaucoup trop lent ! Avec la 4G, la vitesse de transfert de données sera dix fois supérieure :

- jouer en ligne, activité essentielle chacun en conviendra, pourra se pratiquer partout avec un confort total ;

- visionner une étape du tour de France sur son Smartphone, idem ;

- plus sérieux : les images des caméras de surveillance installées dans les villes pourront être exploitées avec une efficacité nettement meilleure par les services de police !

On le voit : le réseau 4G va fournir une « foule de nouveaux services », comme l'a déclaré Madame Evelyne Huytebroeck<sup>2</sup>, Ministre en charge

de l'environnement en Région bruxelloise. Pour elle, il n'est donc pas question de contester un développement technologique aussi prometteur mais bien de « veiller au respect de l'équilibre santé des populations et développement économique ». Elle appelle donc les opérateurs à prouver que le réseau 4G ne peut s'implanter en respectant la norme actuelle.

Une chose est certaine à ce stade : la pression des opérateurs pour assouplir à Bruxelles la norme actuelle va se renforcer de façon de plus en plus explicite et cela d'autant plus qu'en Flandre et en Wallonie, cette même norme (3V/m) s'applique séparément pour chaque opérateur et non globalement, ce qui est injustifiable.

Les opposants au développement du 4G (les

## Est-ce un progrès pour le vécu de chacun d'entre nous d'accélérer la transmission d'images par téléphone portable ?

grincheux et les passésistes) ont raison de craindre un accroissement du smog électromagnétique. Cet accroissement est inéluctable. On ne voit pas en effet comment la multiplication des pollueurs pourrait ne pas augmenter la pollution !

Mme Huytebroeck, en acceptant et même en saluant le bien-fondé de la démarche des opérateurs, devra en fin de compte s'incliner.

Or, en préalable, il est des questions qui méritent un débat. Est-ce un progrès pour le vécu de chacun d'entre nous d'accélérer la transmission d'images par téléphone portable ?

Est-ce d'ailleurs un progrès d'être assigné en permanence à un rôle de consommateur d'images ?

Tous connectés, tout le temps, et condamnés à pianoter et à visionner, prisonniers d'un vaste réseau, est-ce cela notre futur ?

Ceux qui balayent ces questions d'un revers de la main, convaincus de ce qu'on n'arrête pas le progrès, considèrent-ils qu'il est légitime d'imposer à tous les effets délétères d'une pollution électromagnétique de plus en plus présente ?

Contrairement aux dires des opérateurs qui dénoncent la trop grande sévérité de la norme

bruxelloise, celle-ci est bien un compromis, comme l'admet Mme Huytebroeck, entre la santé et le développement économique. Elle n'est pas trop sévère, ... elle ne l'est pas assez.

Les données scientifiques et épidémiologiques se sont en effet accumulées depuis quelques années montrant des effets biologiques préoccupants pour les êtres vivants d'une exposition aux rayonnements électromagnétiques pulsés, émis par les téléphones portables (même s'ils sont intelligents) et par les antennes-relais.

Depuis 2004, avec la publication de l'étude Reflex, commanditée par la Commission européenne, on sait que le rayonnement d'ondes pulsées dans la gamme des micro-ondes provoque des dommages à l'ADN et aux chromosomes. Ces effets génotoxiques se manifestent déjà à des niveaux d'exposition (0.6 V/m) 25 fois plus faibles que la valeur-limite adoptée à Bruxelles.

Depuis l'an 2000, de nombreux scientifiques préconisent 0.6V/m comme valeur-limite d'exposition. Cette proposition reprise par le Bioinitiative Working Group en 2007 est avalisée par l'Agence européenne de l'environnement ... mais ignorée par la Commission européenne, toujours soucieuse de protéger les intérêts de l'industrie.

Récemment, des études réalisées à l'Université de Bruxelles ont montré des perturbations graves du comportement dans des colonies de fourmis exposées à ... 1V/m.

Selon le Dr Ulrich Warnke, biologiste de renommée internationale de l'Université de la Sarre, qui étudie les effets des champs électromagnétiques sur l'homme et la faune depuis plus de 30 ans, l'électrosmog, qui a pris une dimension sans précédent depuis quelques années, produit une importante désinformation des systèmes fonctionnels naturels des espèces, lesquelles perdent ainsi leurs repères. Selon lui, la disparition des abeilles constatée en Europe et aux Etats-Unis (syndrome d'effondrement des colonies) pourrait bien s'expliquer par ce type de mécanisme.

Ni les fourmis, ni les abeilles ne peuvent être qualifiées a priori de grincheuses ou de passésistes; comme les humains hypersensibles, elles sont les premières victimes d'un progrès que célèbrent avec tant de légèreté les inconditionnels de la technoscience.

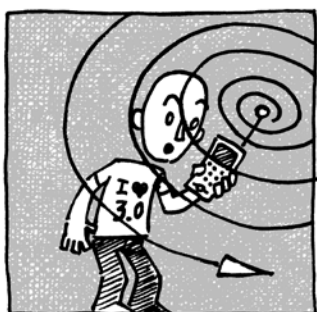
Paul Lannoye

(1) [http://www.teslabel.be/PDF/Ministre\\_Onkelinx.pdf](http://www.teslabel.be/PDF/Ministre_Onkelinx.pdf)  
 (2) Voir « La norme 4G se déploiera également à Bruxelles », sur <http://evelyne.huytebroeck.be>  
 (3) Le Soir, 23 & 24 juin 2012

## ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS...



TOUJOURS + PROCHE



TOUJOURS + RAPIDE



TOUJOURS + PUISSANT



TOUJOURS + PERFORMANT



TOUJOURS GAGNANT

# PLUS VITE, PLUS HAUT, PLUS FORT\*

\* DEVISE OFFICIELLE DES JEUX OLYMPIQUES

Chers lecteurs de Kairos,

On l'entend tous les jours, c'est la crise en Europe, et, parce que l'UE n'est pas (encore?) une démocratie, les décisions sont prises sans réelle possibilité pour les citoyens de les contester en renvoyant leurs dirigeants à coups de bulletin de vote : on ne peut guère changer qu'un dirigeant sur 27 à la fois au Conseil (les États), et le Parlement européen n'a guère son mot à dire sur la crise de l'euro par exemple. Mais certains pensent qu'une des raisons de la crise est, précisément, que l'Europe est déjà trop démocratique : la démocratie, c'est lent et imprévisible, donc mauvais pour les affaires. Les propositions émises par la puissante Table Ronde Européenne des Industriels (ERT), rassemblant les PDG de dizaines de multinationales, consisteraient à faire en sorte que les intérêts du monde des affaires prennent le pas sur toute autre considération à l'avenir et que « *la création immédiate de croissance économique soit la première priorité de toutes les politiques publiques* ». Un document de janvier 2012 propose ainsi, entre autres, de réviser la législation européenne selon les critères suivants :

- législation existante: repérer les éléments légaux « *qui grèvent la croissance et pourraient être supprimés sans conséquence sur les protections fondamentales* »;

- lois en cours d'adoption: « *moratoire sur toutes les réglementations concernant les affaires, y compris les mesures d'application des règles existantes tant au niveau de l'UE que des États qui n'ont pas d'effet positif prouvé sur la croissance économique* »;

- législation future: création d'un mécanisme ou d'un organisme indépendant « *pour garantir que toutes les dispositions relatives au monde des affaires soient évaluées sur la base de leur effet escompté sur la croissance économique et, ce qui est crucial, sur leur coût initial pour les entreprises* ».

La croissance ou la mort ! Avec un tel dispositif, on peut bien voter dans toutes les directions que l'on veut, le résultat est garanti. Si l'ERT n'était qu'un groupuscule de fondamentalistes du marché cela ne prêterait pas à conséquence, mais il faut savoir que les propositions de cette organisation ont déjà eu un impact décisif sur la création de l'euro ou les actuelles discussions sur la réforme de la gouvernance économique de l'UE (Semestre européen et TSCG<sup>1</sup>, qui donnent déjà des pouvoirs d'intervention très étendus à la Commission européenne en matière économique), et que l'on entend ici et là des hommes politiques de premier plan reprendre ce type de proposition, comme par exemple Mario Monti, le chef du gouvernement italien. La vigilance s'impose donc !<sup>2</sup>

Le 24 juillet dernier, à la suite d'une plainte déposée par Corporate Europe Observatory (CEO),

le Médiateur Européen a ouvert une enquête concernant l'appartenance de Mario Draghi, l'actuel Président de la Banque Centrale Européenne (BCE), à un lobby du secteur financier, le « Groupe des Trente ».<sup>3</sup> Selon ses propres termes, ce groupe, qui rassemble quelques-unes des personnalités les plus influentes du monde bancaire international (public et privé), « *influe sur la structure actuelle et future du système financier international en émettant des recommandations pratiques à destination des décideurs publics et privés* ». L'indépendance de la BCE, inscrite dans ses statuts<sup>4</sup>, a pourtant été depuis son origine un principe fondamental qui reste invoqué toutes les fois que l'on évoque une possible intervention de la banque pour aider les États englués dans la crise de l'euro ; mais, apparemment, que le Président de la BCE lui-même (ainsi que son prédécesseur Jean-Claude Trichet) appartienne à un organisme ayant défendu par le passé des positions servant les intérêts des banques privées n'a choqué personne jusqu'à présent. L'affaire a eu un certain retentissement médiatique fin juillet et la défense de l'administration de la BCE, qui argue tour à tour que M. Draghi a le droit – et même le devoir ! – de rencontrer tout le monde, qu'il appartient au Groupe des Trente en sa « *capacité personnelle* » ou que ce lobby n'en est en fait pas un, n'est guère convaincante. Quelle sera la décision du Médiateur et quand surviendra-t-elle ? Quelle qu'elle soit, le simple fait que M. Draghi ait pu devenir Président de la BCE tout en restant membre de cette organisation en dit long sur le poids des intérêts privés à Bruxelles. Un exemple ? Notre récente enquête sur la composition des groupes d'experts de la DG Entreprise, qui conseillent cette administration de la Commission européenne sur des questions comme les « besoins sociétaux » ou la « transition vers une économie sobre en carbone », montre que les deux tiers de ces conseillers représentent les multinationales.<sup>5</sup>

L'excessive proximité entre dirigeants publics et intérêts privés n'est certes pas une nouveauté dans la capitale de l'Europe, mais elle est d'autant plus grave que les enjeux sont importants. Par exemple, les discussions actuelles sur le financement de la recherche dans l'Union européenne (on parle d'un budget de plus de 80 milliards d'euros sur 7 ans), joueront un rôle important pour déterminer quels projets de recherche seront soutenus, et donc, aussi, quel sera notre avenir. Technologies open source pour le plus grand nombre ou monopoles protégés à coups de brevets ? Principe de précaution ou utilisation des 500 millions de citoyens européens comme cobayes ? L'industrie est déjà parvenue à s'assurer le contrôle de 20 milliards pour des projets qu'elle choisira elle-même<sup>6</sup>, et notre enquête sur l'actuelle bataille de lobbying autour du financement des projets de recherche en agriculture montre que les partisans de la « bioéconomie », une vision consistant à transformer la nature en ressources exploitables par l'industrie,

sont au moins quatre fois plus nombreux que les environnementalistes, les consommateurs ou les autorités publiques locales représentées à Bruxelles...<sup>7</sup>

De telles recherches seraient plus faciles à mener si la Commission prenait la transparence du lobbying plus au sérieux, que l'on sache au moins qui fait pression sur quel sujet en quelques clics (comme le système US le permet) plutôt qu'en passant des semaines entières à reconstituer le puzzle ; mais on est loin du compte. Le rapport « *Dodgy data* » de l'alliance ALTER-EU (dont fait partie CEO), publié en juin dernier, montre que non seulement il manque encore des centaines d'organisations et d'entreprises dans le registre de transparence du lobbying établi par la Commission, notamment la quasi-totalité des cabinets d'avocats, mais que les données dudit registre, fournies par les lobbyistes eux-mêmes, sont floues, périmées, et ne sont ni fiables ni comparables entre elles. Du coup, il n'est toujours pas possible de savoir si, par exemple, la toute récente « *initiative citoyenne européenne* »<sup>8</sup> réclamant l'abrogation du paquet énergie et climat de 2009 de l'UE – qui fixe pour objectif une réduction de 20% des émissions de CO2 pour 2020 – est une opération de relations publiques téléguidée par l'industrie ou non<sup>9</sup>. L'on sait pourtant que l'industrie pétrolière, par exemple, a financé les activités des climato-sceptiques pendant de nombreuses années aux Etats-Unis. Affaire à suivre !

Bonne rentrée,

**Martin Pigeon**

pour Corporate Europe Observatory

[www.corporateeurope.org](http://www.corporateeurope.org)

1 « Contre le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance », J. Gleizes, Reporterre, 1er septembre 2012

2 « The Roundtable goes for full conquest », Corporate Europe Observatory, 13 juillet 2012, traduction FR Musée de l'Europe et de l'Afrique « La Table ronde des industriels européens met les bouchées doubles pour soumettre la société à l'industrie ».

3 Médiateur Européen, affaire 1339/2012/FOR

4 Article 130 du TFUE: « Ni la BCE, ni les banques centrales nationales (BCN), ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes de l'Union européenne (UE), des gouvernements des États membres de l'Union européenne ou de tout autre organisme. »

5 « DG Enterprise must kick corporate lobbyists out of expert groups », Corporate Europe Observatory, 12 juillet 2012

6 « EU Research funds: a €20 billion gift to industry! », Corporate Europe Observatory, 13 juillet 2012

7 « L'agrobusiness essaye de s'emparer du PAC-tote de la recherche européenne ! », Corporate Europe Observatory, traduction FR Les Amis de la Terre France, 9 juillet 2012

8 L'initiative citoyenne européenne est une disposition récente, issue du Traité de Lisbonne, permettant à un million de citoyens qui signent une pétition de demander à la Commission, qui a le monopole de l'initiative législative dans le système européen, d'examiner leur demande.

9 « Climate sceptics launch Citizens Initiative to suspend EU climate targets - who's paying? », Corporate Europe Observatory, 23 août 2012

# BOSON TOI-MÊME !

La communauté scientifique et les physiciens en particulier sont tout contents. On a enfin pu voir – par la grâce de cet énorme machin circulaire enfoui dans le sous-sol helvétique et bourré de techniques de pointe – l'infiniment petit visage de cette particule dont, jusqu'alors, l'existence n'était posée qu'en théorie. Eurêka et donc, le boson de Higgs existe bel et bien. J'en suis fort heureux et, en même temps, je m'en fiche. Que nous soyons désormais devant la possible résolution d'une des nombreuses énigmes que nous pose la Nature, certes, cela ne manque pas d'être passionnant pour tout esprit en quête de vérité. Savants, poètes, philosophes ou simples curieux, tous ont maintenant et plus encore qu'hier, de quoi méditer, cogiter et rêver. Le boson de Higgs, baptisé par je ne sais qui *la particule de Dieu*, serait donc l'ultime élément constituant la matière, toute la matière. Celle qui a fait les montagnes, les forêts, l'eau des océans et des rivières, la chair des animaux, de l'abeille à la baleine à bosse, en passant par la viande pensante que nous sommes, nous, humains. Comme le disait joliment René Barjavel dans «La faim du tigre», tout ce qui existe n'est finalement que du vide en mouvement puisqu'aussi bien, entre le noyau d'un atome et les éléments qui le constituent, il n'y a strictement RIEN.

Cela n'enlève rien au fait que, tous autant que nous sommes, nous avons bel et bien la conscience que ce tout des univers dont nous sommes issus est parfaitement tangible et réel et qu'effectivement, ce tout est palpable et se manifeste à nous de mille manières. Que les plaques tectoniques se mettent à se déplacer et la terre tremble, la mer se transforme en furie et inonde les rivages, emportant maisons, hommes, femmes et enfants et, au passage, centrales nucléaires, avec les conséquences que l'on sait. Que quelques cellules de notre organisme en viennent à muter, ici ou là et le cancer nous tue à petit feu. Un moment d'inattention au volant d'une superbe, très grosse et voyante voiture et nous voici coincés dans un tas de ferrailles, en attendant les secours. Et pour peu qu'ils tardent, on déplorera la mort de deux adultes et de trois enfants sur l'autoroute qui va – qui pour eux allait – de là à là. C'est ainsi que les hommes vivent, chantait le poète; et leurs baisers, au loin, les suivent. Y-a-t-il des bosons dans les baisers ? Et dans les mots des poètes ? La science ne peut, hélas, répondre à ces graves questions pas plus d'ailleurs qu'à celles qui ont trait à l'étrange aventure de notre espèce dont il

appert, aux dires de certains spécialistes, qu'elle n'en n'a plus pour très longtemps; la fin plus ou moins définitive des ravages qu'elle continue de faire autour d'elle étant prévue pour dans une centaine d'années et, en même temps, évidemment, la fin de notre règne.

Celles et ceux qui, aujourd'hui, persistent à lutter, chacun avec ses armes, contre l'absurde et mortifère pente sur laquelle nous glissons inexorablement, ne seront plus là – et leurs enfants non plus – pour goûter aux délices de la fin de l'ignominie qui nous aura emmenés jusqu'à cette grandiose catastrophe; cela pourra leur mettre

caux que nous prônons, il nous faut avoir le courage de bien voir que, très généralement, le vieux monde est loin encore de sa fin. Les quelques dizaines de milliardaires imbéciles qui possèdent et se partagent la quasi-totalité de ce dont le monde regorge ne vont pas, comme par enchantement, être gagnés subitement par la grâce, se mettre à genoux en demandant pardon aux peuples spoliés et opprimés et se transformer en héros de la décroissance, de la justice et du partage des richesses qu'ils détiennent. Quant aux moyens pratiques qui sont en notre possession pour tenter de contrarier le plan mortifère universellement dominant, il faut bien constater qu'ils sont loin de faire le poids devant les armes de destruction massive que les propriétaires du monde détiennent et dans le maniement desquelles ils sont passés maîtres. La quasi-totalité de ce qui est imprimé, écouté et regardé par des millions de gens est entre leurs mains et dans celles de leurs affidés, la propagande est partout en action; le mensonge et la manipulation des esprits vont de pair avec l'endormissement général des consciences; de ce point de vue, tout va bien. Et nous, nous pensons, nous rêvons, nous écrivons, nous rencontrons des gens, nous essayons de faire passer ce «quelque-chose» qui nous occupe et nous mobilise dans les marges d'un monde qui, pour l'essentiel, se fait sans nous, contre nous.

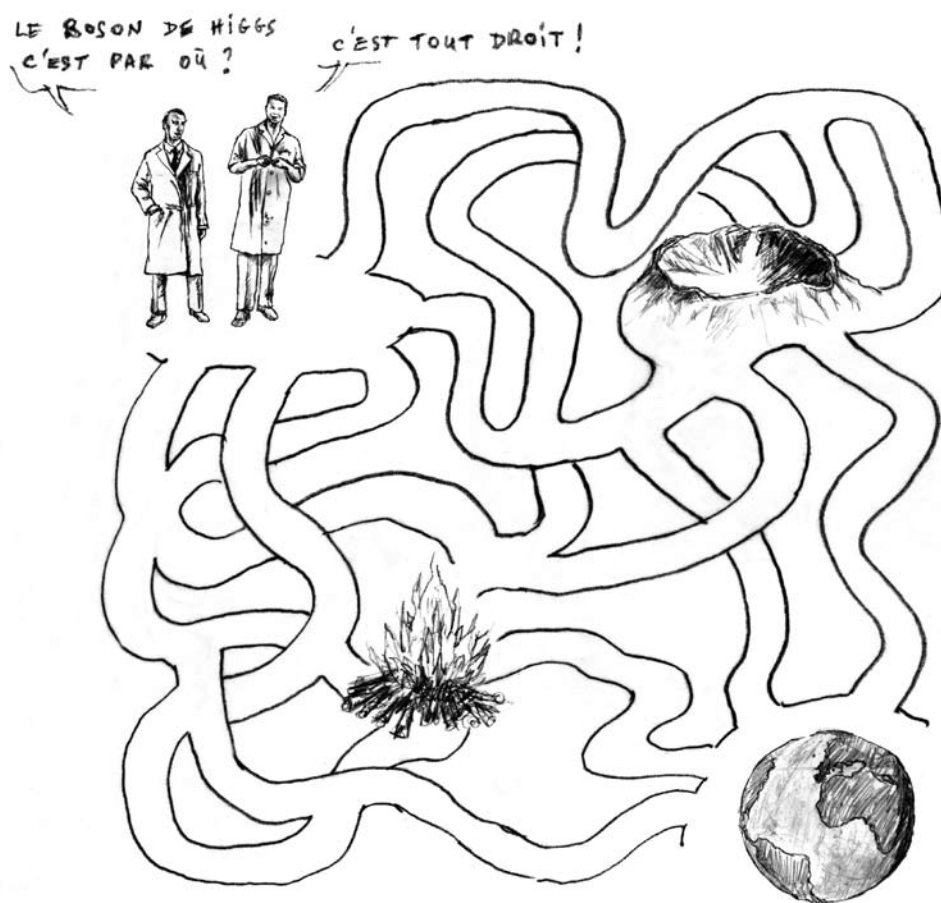
Illustration: François Hubert

Au delà des causes et des raisons identifiables qui font l'horreur et l'absurdité de l'époque, on en arriverait à penser que des

forces parfaitement incontrôlables et quasiment inhumaines, sont à l'œuvre. Et que, de mille manières, elles concourent à cette spirale affolante qui emporte tout dans son inexprimable – et absolument incontrôlable – mouvement. Un peu comme ces mouvements des atomes, dont parlait déjà Épicure, qui «pleuvent» sur le monde et dans l'infini des Univers, au hasard et sans but, et qui forment la matière, et puis, la formidable et si éphémère aventure de la vie.

Et de la mort.

Jean-Pierre L. Collignon



# INVASION DE MÉGACENTRES COMMERCIAUX

DOSSIER

Vous trouverez dans ce dossier des présentations de mégacentres qui existent déjà (à Mons) ou qui sont en préparation (Verviers, Namur, Bruxelles), présentations réalisées par ou grâce à des militants que nous remercions. Certains acteurs économiques, certaines pratiques, certains intérêts sont récurrents. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans d'autres numéros pour suivre l'évolution

des projets et vous donner de nouvelles informations. Paul Ariès propose une analyse critique du mégacentre commercial, et débouche sur des propositions politiques pour bien vivre. Une affiche illustrée en double-page centrale de Chloé et Fanny illustre les propos et pourra, nous l'espérons, être détachée et utilisée comme support militant dans des manifestations diverses. Pour finir,

le récit d'une action citoyenne exceptionnelle, menée contre l'implantation d'un mégacentre commercial à Verviers, pour une ville conviviale et vivante.

Et si vous voulez agir face à l'invasion des mégacentres, une idée simple : chaque fois que possible, n'allez pas dans ces lieux indécentes !

Bonnes lectures et actions.

## LE DOUDOU SQUATTÉ PAR CITY MALL

À Mons, il fait bon vivre... surtout pour certains. La ville est le lieu où Foruminvest [voir encadré page 21] a pris son envol belge. L'entreprise y a inauguré en 2003 « Les Grands Prés », mégacentre commercial de 37 000 m<sup>2</sup> et 2800 places de parking, et en même temps le slogan de City Mall : « la ville gagnante ».

On ne sait pas si Mons y a gagné, mais Foruminvest aurait empoché 10 000 000 d'euros (La DH, le 5 février 2004) en revendant immédiatement « les Grands Prés » à un groupe de spéculation immobilière allemand, l'« Union Investment Real Estate GmbH » (ex-DIFA)<sup>1</sup>.

Reprenons. Mons est la ville d'Elio Di Rupo et de Patrick Huon. M. Di Rupo est « bourgmestre en titre » de la cité et aujourd'hui Premier ministre de Belgique. Chose extraordinaire, il sera candidat bourgmestre aux élections communales d'octobre 2012.

Monsieur Huon, courtier en assurances avant « Les Grands Prés », fut tout à coup chargé de trouver un développeur pour le futur centre commercial. Pour ce faire, il se lie avec Foruminvest et conclut un accord avec Michel Riaskoff [voir encadré]. Afin de convaincre la ville, ses élus, ses commerçants et ses habitants (mais pas trop), d'ouvrir « Les Grands Prés », Foruminvest développe une technique qu'il reproduira à Courtrai et maintenant à Verviers : coupler le projet de mégacentre à l'investissement d'une partie des fonds dans la rénovation de la ville.

### RCA !

Pour ce faire, Mons dispose d'une Régie Communale Autonome (RCA) « MONS CAPITALE », qui permet à la commune d'agir comme une entreprise et de récupérer la TVA, et chez laquelle des branches vont pousser. Structure opaque, on ne sait pas toujours bien ce qui se passe dans une RCA, sauf qu'il y a beaucoup d'argent qui y circule. MONS CAPITALE crée en 2003 la société anonyme MONS.EXPO SA qui gère le hall du même nom. Parmi ses administrateurs : M. Elio Di Rupo, bourgmestre et M. Gilles Mahieu, échevin considéré comme le dauphin du premier. La même année, sont créées MONS RENOVATION SA., MONS APPUI SA. et MONS REVITALISATION SA. Chaque fois, le bourgmestre et l'échevin sont nommés administrateurs, tout comme Patrick Huon via sa société de consultance Conseil Management SA. A elles trois, ces branches de la RCA cumulent, à leur création, un capital de 9 657 000 euros destinés à lancer des actions diverses de rénovation, appui et revitalisation en ville, en même temps qu'est ouvert

le mégacentre commercial. D'autres SA verront le jour plus tard.

Le principal acteur du mégacentre commercial devient donc, via sa société de conseil, partie prenante des décisions qui vont concerner la ville dans son ensemble. On dira que ces sociétés anonymes permettent aux autorités de garder un œil sur l'argent privé. Une autre lecture est peut-être plus réaliste : un acteur privé, qui n'a pas été élu, dont la fonction est motivée par le profit financier, agit dans trois structures dérivées de la commune montoise. Il gère « Les Grands Prés » et a également la main sur la redynamisation commerciale de Mons. Cela ne poserait-il pas un problème de légitimité démocratique et de saine gestion ?

À Mons, il se passe des choses extraordinaires, comme dans un film.

### CALATRAVA !

L'avant-dernier épisode public remonte au 31 mai 2012. Le gouvernement wallon accorde alors le permis de bâtir une nouvelle gare ferroviaire et bus (dite « multimodale ») et celui de démolir l'ancienne. Protestations et recours n'empêchent pas le permis unique de voir le jour dans des conditions à faire pâlir le plus blafard des écologistes. Le permis est en effet passé par la procédure « DAR » (Décret d'Autorisation Régionale) qui permet de donner force de loi à un permis jugé stratégique et qui le protège notamment d'éventuels recours citoyens. M. Henry, Ministre Écolo en charge de l'aménagement du territoire, dont le parti avait en son temps ardemment lutté contre cette procédure très compliquée et dont la légalité reste douteuse, a donc avalé la couleuvre ou plutôt le boa constrictor.

La procédure de sélection du maître d'œuvre avait elle aussi fait l'objet de nombreuses critiques et de soupçons d'irrégularités. Lancé en 2006, le cahier des charges prévoyait la sauvegarde de l'actuelle gare pour laquelle une demande de classement historique avait été introduite après pression de plus de 1 500 citoyens. Finalement, le permis prévoit la destruction du site. Entre-temps le budget du projet était passé de 37 millions à 155 millions d'euros, et Santiago Calatrava<sup>2</sup> avait été sélectionné.

Mais au fait, question essentielle : à quoi va servir cette nouvelle gare d'acier complétée d'un dispositif géothermique censé la rendre développement durable-compatible ? Il y a déjà une gare, et les trains s'y arrêtent. Ils sont moins nombreux qu'avant, puisque l'on construit des gares hors de prix et qu'entre les gares et les trains, il faut choisir.

Il y avait donc matière à s'interroger, jusqu'au 1er juin 2012 où le site officiel [www.wallonie.be](http://www.wallonie.be) a soigneusement indiqué : « La construction de la gare-passerelle assurera la liaison entre le cœur historique de Mons et le site commercial des Grands Prés ». Ajoutons : en un geste architecte purement « esthétique » et calatravesque. Pour 155 millions d'euros, il s'agit notamment de faire le lien entre « Les Grands Prés » (où il y a les magasins de Monsieur Huon) et le cœur de la ville (où il y a les habitants de Monsieur Di Rupo). La nouvelle gare est prévue pour 2015.

Pur hasard du calendrier, le 21 juin 2012, trois semaines après cette annonce officielle, une autre tombe : « les Grands Prés » vont s'adjointre 7000 m<sup>2</sup> d'Ikéo. Ouverture prévue : 2015. Les choses sont bien faites.

Il faut dire que 2015 sera aussi l'année où Mons sera capitale européenne de la Culture. Monsieur Di Rupo s'était battu bec et ongles pour obtenir ce capitalisme européen.

### IKEA !

Et puis, IKEA, transnationale suédoise réputée pour vendre des milliards de meubles, dont la durée de vie est inversement proportionnelle à la valeur de son action cotée en bourse, fait son apparition. Les acteurs sont les mêmes, Ikéo en plus. Il est question de 650 emplois créés, de 1500 places de parking additionnelles, de deux millions de visiteurs supplémentaires, de nouvelles infrastructures routières. City Mall souligne à quel point la ville de Mons a apporté son aide en négociant avec IKEA, lancé les études, « facilité les procédures urbanistiques », garanti la mise en œuvre du projet, réalisé une étude de mobilité. N'en jetez plus.

Également au programme : « un relooking significatif de la galerie est prévu afin de rester dans le top des Shoppings ». Yes. On n'arrête pas le progrès, ni la pompe à fric (barrez la mention inutile).

### JBG

<sup>1</sup> « Comprenant 17 820 m<sup>2</sup> d'espace de vente, la galerie est louée à 71 enseignes, incluant des chaînes comme H&M, Zara, Esprit et Mango. Un supermarché Carrefour de 18 400 m<sup>2</sup> est situé dans le centre commercial, mais il ne fait pas partie du holding Union Investment. Avec sa position bien connectée à Mons sur l'autoroute E-19 entre Bruxelles et Paris et sa forte zone de captage, le centre commercial remplit à la perfection les critères d'investissement d'Union Investment. Communiqué du 22 juin 2012. Chaînes, autoroute, captage, investissement, voilà qui est dit.

<sup>2</sup> Grand starchitecte espagnol qui a déjà officié à Liège sous mayorat socialiste, à la gare des Guillemins où il a planté un mastodonte d'acier de 437 millions d'euros (L'Avenir, 14/09/2009) Sur ce sujet, lire aussi <http://urbagora.be/interventions/cartes-blanches/liege-guillemins-elephant-blanc.html>

# LE BUEN-VIVIR CONTRE LES MÉGACENTRES COMMERCIAUX

Paul Ariès

Directeur du journal *La vie est à nous/le sarkophage*

Rédacteur en chef du trimestriel *Les Z'indigné(e)s*.

Auteur de *La simplicité volontaire et le socialisme gourmand* (La découverte)



Nous avons oublié ce que les anciens savaient intuitivement, que le commerce seul ne permet pas de faire société et de donner un sens à nos vies. En grec, a-scholia, le commerce, signifie le défaut de « scholé » c'est-à-dire de loisirs. En latin, nég-otium signifie aussi le défaut d'otium donc de loisirs. Aucune société ne peut reposer durablement sur la consommation, sinon on commence par consommer des objets, puis on consomme d'autres humains (développement de toutes les formes de violence) et on finit par se consommer/consumer soi-même.

Nous avons donc de bonnes raisons de nous refuser autant comme forçats de la consommation que comme forçats du travail. Le shopping ce n'est pas la vie, sauf à accepter une vie dépréciée. Mais alors que toutes les études prouvent qu'à force de maltraitance au travail, la jeune génération refuse de plus en plus la centralité du travail dans son existence, ces mêmes jeunes, y compris mes amis les indignés, aspirent à demeurer ou à devenir de bons petits consommateurs zélés et boulimiques. Les Objecteurs de croissance, les anticapitalistes, les antiproductivistes, les anticonsuméristes que nous sommes (peu importe le vocabulaire, je n'ai pas le fétichisme des mots) ont donc de bonnes raisons

(mais aussi parfois de moins bonnes) de s'opposer au développement des méga-centres commerciaux. Ce sont les symptômes d'un nouvel âge du capitalisme, celui du turbo-capitalisme.

Ces mégacentres commerciaux reposent foncièrement sur une double confusion : ils confondent déjà loisirs et commerce, culture et commerce, comme si le commerce, comme si l'agression publicitaire et le marketing qui vont avec pouvaient permettre de nous nourrir humainement. Le shopping non stop, le Small comme disent nos amis nord-américains, c'est l'anticulture par excellence. La culture, plus on la fréquente tôt, plus on a d'espoir de devenir un adulte responsable ; la publicité, le commerce, plus on les fréquente tôt, plus on devient « accro » aux marques en cherchant dans la consommation une compensation à ses carences identitaires et narcissiques. Les génies du shopping ont eu aussi l'idée de confondre commerce et loisirs : ils parlent même de « shopper-tainment » pour désigner ces nouveaux modes de distribution et de consommation. Ils oublient simplement bien sûr au passage ce que l'acte de jeu et de loisirs a nécessairement de gratuit, non seulement souvent sur le plan économique, mais sur le plan anthropologique. Ce turbo-capitalisme prolonge en fait la fusion du capitalisme et du religieux avec les lois du marché comme nouvelles Tables de la Loi, les hypermarchés comme nouveaux Temples de la consommation, les économistes et les publicitaires comme autant de grands prêtres et prédicateurs du système, les soldes comme introduction d'une nouvelle temporalité sacrée à côté du temps profane, les linéaires et les caddies comme autant d'objets de culte, le commerce équitable et éthique comme autant d'actions de grâce, etc. Ces mégacentres commerciaux sont conçus pour brouiller les repères des consommateurs (confusion des registres, confusion des horaires avec le shopping non stop, confusion des fonctions avec les parents ravalés au rang de porteurs de pouvoir d'achat et non d'éducateurs, etc. L'enjeu est bien de distraire (au sens littéral) les individus afin de faire tomber leurs résistances à l'achat, afin de brouiller les repères de sens et les valeurs humanisantes. Ces mégacentres commerciaux sont à mi-chemin entre le commerce traditionnel et le parc d'attractions. Ce type de réalisation gangrène toute l'Europe, y compris l'Europe de l'Est

mais les plus gigantesques se situent aux Etats-Unis et au Canada mais aussi dans certains pays arabes (Dubai). West-Edmonton au Canada est tout à la fois le plus grand centre commercial avec ses 800 boutiques, 11 grands magasins, 110 restaurants, sa patinoire, son église, ses hôtels, ses boîtes de nuit, ses 20 cinémas, c'est aussi le plus grand parc de jeux aquatiques, le plus grand terrain de golf couvert, etc. Les promoteurs de ces mégaprojets entendent multiplier les séquences récréatives dans le seul but de distraire les individus tout en stimulant parallèlement leur pulsion d'achat, leur boulimie.

Nous avons donc de bonnes raisons de nous opposer à ces mégacentres commerciaux qui sont autant de *grand projets inutiles imposés* tout comme les complexes géants de cinéma, les aéroports comme celui de Notre-Dame-des-Landes, les stades géants comme OL-land, etc. On ne peut donc que se réjouir que se développent partout en Europe des résistances contre ces projets. Ces mégacentres déferlent sur l'Europe parce qu'ils régressent fortement aux États-Unis. Sur plus de 11 000 malls, un tiers a fait faillite, non pas en raison de la crise mais de la saturation du désir. Ne boudons donc pas notre plaisir face à ces échecs que subissent le capitalisme et le productivisme, mais avouons cependant que la plus forte probabilité n'est pas celle du passage vers une société écologiquement et socialement responsable, vers un éco-socialisme, un socialisme gourmand (par opposition au socialisme de la misère et de la grisaille des gauches productivistes), mais celle de l'adaptation de la planète et de l'humanité avec les courants transhumanistes, aux besoins du capitalisme et du productivisme. On peut le dire autrement : malgré ces crises, malgré le pic de pétrole, malgré la récession, ce système ne s'effondrera pas de lui-même (du moins pas avant d'avoir été jusqu'au bout de sa propre logique d'accumulation, de marchandisation, de mortification).

Nous n'avons rien à attendre ni d'une prétendue moralisation du capitalisme ni de son illusoire verdissement. Seule notre capacité à faire naître un autre monde peut nous sauver. Ce nouveau capitalisme ne construit pas seulement des commerces toujours plus grands mais il transforme la place et la signification même du commerce au sein de la ville mais aussi de nos vies.



C'est pourquoi nous ne sommes pas seulement des adeptes du petit (commerce) contre le grand (commerce), c'est pourquoi nous n'avons pas à insulter ceux qui y travaillent ou y consomment. Faire cela serait entretenir l'illusion que la décroissance serait austère, moraliste, réac et bigote... Ce n'est jamais en diabolisant les productions du capitalisme qu'on peut espérer leur faire vraiment échec. Non pas qu'il ne faille pas instruire le procès de ces productions capitalistes et productivistes, non pas qu'il ne faille pas dénoncer la politique-spectacle et toutes les formes d'opium du peuple mais nous devons veiller à ne jamais nous prendre pour des procureurs généraux instruisant à charge contre le petit peuple, toujours moins intelligent que nous, toujours crétinisé et manipulé. Je suis convaincu que les gens sont moins bêtes qu'angoissés, moins manipulés que désespérés. Dire cela n'est pas choisir par angélisme de laver plus blanc les forçats du travail et de la consommation, c'est se donner les moyens intellectuels de comprendre ce qu'est vraiment le capitalisme, comment il fonctionne, pourquoi nous avons tant de difficultés à construire des alternatives, à expérimenter d'autres modes de vie. Si les mégacentres commerciaux foisonnent, si les gens souhaitent y passer leur soirée, leur dimanche, leurs vacances, ce n'est pas parce qu'ils seraient idiots et qu'il nous reviendrait de les « conscientiser » (en bonne avant-garde éclairée que nous serions, nous Objecteurs de croissance), c'est bien parce qu'ils y trouvent du plaisir, c'est bien parce que McDo, Disneyland, les jeux olympiques, la sportivation de la vie, leur donnent de la jouissance.

Le capitalisme c'est en effet trois choses : c'est un système économique qui repose sur l'exploitation du travail et l'extractivisme ; c'est aussi l'invention d'un mode de vie particulier avec ses produits spécifiques ; c'est enfin une réponse à nos angoisses existentielles comme la peur de mourir ou le sentiment de finitude, etc. Cette réponse capitaliste c'est le « toujours plus » (toujours plus de production, toujours plus de consommation, toujours plus loin, toujours plus vite, toujours plus grand, etc). On peut certes penser que cette jouissance d'emprise est une mauvaise jouissance puisqu'elle génère la crise systémique dont nous crevons, mais on ne pourra s'y opposer efficacement que si nous sommes capables de lui opposer une autre forme de jouissance, une jouissance d'être, en nous souvenant que l'être humain est d'abord un être social, en mettant donc au cœur de nos utopies, de nos théorisations, de nos actions, la fabrique de l'humain, en développant d'autres dissolvants d'angoisses existentielles que ceux du « toujours plus » capitaliste.

C'est pourquoi la question des alternatives est aussi vitale, c'est pourquoi nous ne devons pas d'abord déconstruire des McDo, mais proposer autre chose (slow food, les Amap, etc). Se refuser à multiplier ces pas de côté, l'un après l'autre mais jusqu'à l'ivresse, c'est non seulement se rendre impuissant sur le plan conceptuel, c'est-à-

dire ne rien comprendre à ce qu'est le capitalisme et aux meilleures façons de s'y opposer, puisque c'est croire que la décroissance serait de faire la même chose en moins, ce serait d'apprendre à se serrer la ceinture, un peu, beaucoup, passionnément ou à la folie, c'est accepter de finir (comme le mal nommé journal La Décroissance<sup>1</sup>) par faire un sale boulot au profit des puissants, en se félicitant de l'austérité, en proposant même d'organiser des fêtes pour la célébrer, mais c'est aussi se rendre impuissant sur le plan pratique, puisque c'est refuser, par avance, de voir la richesse des alternatives proto-écologistes qui existent déjà.

Je suis convaincu en effet que le capitalisme non seulement nous insensibilise sur la plan émotionnel et éthique, mais qu'il nous rend aveugles, qu'il rend invisibles les autres façons de vivre, celles notamment des milieux populaires, comme il rend invisibles ces mêmes milieux populaires. Pour combattre efficacement les mégacentres commerciaux, comme pour combattre efficacement toutes les autres réalisations du capitalisme, nous ne devons surtout pas être des donneurs de leçons (« Salauds de pauvres qui osez revendiquer alors qu'il y a le feu à la planète ! »), mais nous devons suivre la recommandation de Rimbaud et redevenir des voyants, c'est-à-dire que notre première mission n'est pas de conscientiser, n'est pas d'éduquer, mais de rendre visible l'invisible, de mutualiser toute la richesse des alternatives bouillonnantes, polyphoniques qui existent déjà.

Dire cela, c'est mettre en accusation le choix majoritaire des gauches tout au long du 20e siècle, c'est estimer que nous avons eu tort de casser volontairement le syndicalisme à bases multiples (avec le club de sport non compétitif, avec le club d'espéranto, avec la bibliothèque, la coopérative, etc), le mouvement coopératif (coopératives de production, de consommation, d'habitation, financière, etc), le socialisme municipal, bref tout ce qui permettait de faire contre-société, de faire société autrement. Les gauches ont fait majoritairement ce choix car elles considéraient que tout ce qui détournait du seul grand combat légitime, la conquête du pouvoir central, était mauvais. Nous devons reconnaître que nous nous sommes majoritairement trompés, car la première conséquence de ce choix fut de renoncer à mener la lutte des classes dans le domaine des modes de vie. Oui, nous avons eu pour objectif de répandre le mode de vie capitaliste au sein des milieux populaires; oui, nous avons accepté majoritairement les réponses capitalistes à nos angoisses existentielles; oui, nous avons perdu en autonomie, en autochtonie; oui, nous avons abandonné les milieux populaires pour nous concentrer sur les classes moyennes à l'instar de la fausse gauche et de l'écologie libérale.

Mais non seulement, comme l'a montré le Forum mondial de la pauvreté co-organisé en juillet 2012 par le sarkophage-La-vie-est-à-nous et la communauté Emmaüs de Lescar-Pau, les cultures populaires ne sont pas mortes, mais nous



pouvons reconstruire ce que nous avons cassé/détruit. Non pas reconstruire à l'identique (on ne reviendra pas à la société du 19e siècle et c'est tant mieux), mais inventer une nouvelle gauche maquisarde, buissonnière mais qui fasse école, qui donne envie. On ne changera pas la société en culpabilisant les gens, on ne changera pas le monde en appelant à la responsabilité (avec en ligne de mire la menace d'une tyrannie éclairée, d'un gouvernement des sages comme disent Hans Jonas et Dominique Bourg et tant d'autres), on changera le monde en donnant envie, en suscitant le grand désir de vie.

La meilleure façon de s'opposer aux mégacentres commerciaux n'est donc pas tant de déplorer leur existence que de se mettre à l'écoute de tous ces nouveaux gros mots qui se cherchent à l'échelle mondiale pour dire les nouveaux chemins de l'émancipation, de nouveaux gros mots qui tous souhaitent ouvrir la même porte, qui tous témoignent de la volonté de rompre une sorte d'ensorcellement sémantique : le « *sumak kaway* » des indigènes indiens, le « *buen vivir* » (bien vivre) des gouvernements équatoriens et boliviens, les « *nouveaux jours heureux* » des collectifs des citoyens-résistants (clin d'œil au programme du Conseil national de la Résistance dont le titre était *Les jours heureux*), la « *vie pleine* » de Rigoberta Menchu (Prix Nobel de la paix 1992), la « *sobriété prospère* », la « *frugalité joyeuse* » ou, encore, les « *besoins de haute urgence* » du mouvement social en Guadeloupe, etc.

C'est en développant un éco-socialisme, un « socialisme gourmand » que l'on cessera de croire aux lendemains qui chantent pour commencer à chanter au présent, c'est la seule façon de bricoler ensemble ce que pourrait être un « *buen vivir* » à la française ou à la belge.

Paul Ariès

<sup>1</sup> NDLR : En France, il existe plusieurs conceptions et courants de l'objection de croissance dont certains sont en conflit. Paul Ariès propose un « socialisme gourmand » qu'il oppose à une vision de l'objection de croissance telle que développée au cours des dernières années dans le journal La Décroissance.



# Kairos



D'UNE PAGE À L'AUTRE ...



Illustration: Chloé Perreau

... D'UN MONDE À L'AUTRE

# JE M'EN FICHE, MOI JE VEUX MON PROJET

Neo, vaste projet de restructuration du plateau du Heysel, qui programme un nouvel espace de 72 000 m<sup>2</sup> de surface commerciale et 4 000 places de parking supplémentaires, semble être la solution que les élus politiques trouvent aux problèmes inédits qui se posent présentement : construire toujours plus de lieux dédiés à l'échange marchand et à la bagnole, symboles du progrès.

**N**ous étions présents lors de la « réunion publique sur le projet Neo<sup>1</sup> » organisée par la ville de Bruxelles où, derrière l'illusion d'une participation démocratique et d'une concertation populaire, les coulisses du spectacle révélèrent les lubies mégalomaniaques d'une classe politique approfondissant ses politiques néfastes et éculées, consensuellement acceptées par l'ensemble des partis politiques au pouvoir. Qu'ils se doivent pourtant d'enrober de « vert », de « développement durable », de « bonne gouvernance » et de « mobilité », seuls maquillages encore capables de détourner de la vision cinglante de leur complète absurdité.

## 1. LA PENSÉE MAGIQUE OÙ L'INCERTAIN DEVIENT CERTITUDE

Pour un projet d'une telle ampleur, le public était peu nombreux<sup>2</sup> : c'est que la publicité autour de l'événement avait été minime : un avis sur le site de la ville de Bruxelles, sorte de passage obligé dont certains se seraient bien passés<sup>3</sup>.

Dans ce genre de projet pharaonique où de nombreux doutes subsistent pour le citoyen, il s'agit de rendre l'incertain certain pour rassurer le dubitatif, s'assurer du soutien populaire et surtout ne jamais remettre en cause les fondements du programme. Ainsi, devant la crainte que Néo voie augmenter de façon conséquente le trafic automobile, Freddy Thielemans répondra : « il y a une boucle qui est prévue, qui a été acceptée par la STIB, qui devrait se fermer. Ceci est évidemment dépendant de la région, mais comme nous sommes très forts en contact avec la région, comme la STIB nous avait dit à l'époque « c'est un projet qui nous intéresse » (...) Donc, pour moi, à mes yeux, il est fondamental que la boucle se ferme, ça je me battraï à mort pour que ce soit plausible, possible, pour que ce soit ferme ». Tablant sur une décision qui ne dépend pas de lui, le bourgmestre fait advenir l'imprévisible par la force de son souhait, mettant même s'il le faut, dans une détermination emphatique et affectée, sa vie en jeu pour y parvenir. Il ne précisera pourtant pas pourquoi, s'il escompte une croissance des visiteurs venant en transports en commun, le projet prévoit pourtant 4 000 places de parking supplémentaires. L'échevin ajoutera : « Ce que vous voyez comme capacité de parking, c'est pour le public qui vient hors de Bruxelles. Tout le reste aura tout intérêt à venir en transports en commun. Ça c'est le pari évidemment qui est fait, mais c'est tellement bien desservi qu'objectivement (Sic) ce sera idiot de leur part de ne pas le faire. Sachant que, honnêtement, le site du Heysel est un des sites les mieux desservis en transports en commun, déjà à l'heure actuelle ».

On sait que dans une société capitaliste, l'intérêt bien compris de l'individu n'est pas nécessairement ce qui oriente ses conduites<sup>4</sup>, n'a que peu à voir avec l'« objectivité » et qu'il préférera souvent utiliser son automobile – comme la publicité pour la bagnole, et l'idéologie sociale qu'elle re-



Illustration: Fanny Dreyer

présente, l'« enjoint » de le faire – que de venir en transports en commun, même si c'est « dans son intérêt ». C'est donc « un pari », avec aucune assurance de réalisation... mais sur lequel on s'appuie pour crédibiliser un projet d'un milliard d'euros.

Tout au long de la « discussion », il en sera de même. Le bourgmestre et l'échevin tentant d'endormir la contestation par leurs seules volontés et certitudes... incertaines.

## 2. PLUS GRAND, PLUS FORT!

« Bruxelles, pour son avenir, doit développer son envergure internationale. Sans développement international, son rayonnement est impossible<sup>5</sup> ». Une sorte de complexe d'infériorité sert d'aiguillon aux décideurs. Il n'y a jamais lieu d'évoquer une coexistence harmonieuse et non concurrente mais un Autre toujours plus grand,

qu'il nous faut rattraper pour sortir de notre « petitesse »... jusqu'à la prochaine fois.

Le projet Néo n'est donc pas « bruxellois », localisme insultant pour ceux qui rêvent de grandeur : « C'est un projet européen, parce qu'une capitale européenne qui n'a pas un grand centre de congrès, c'est une capitaleke. Et moi j'ai envie qu'on puisse se hisser au niveau de ce que nous représentons (Sic) (...) je veux aller vers un projet qui soit de cet ordre de grandeur et pour que ce projet puisse se faire, on a des chances absolument extraordinaires ».

Le collaborateur du bourgmestre complètera : « L'économie du projet, c'est aussi d'avoir une salle qui ressemble à Paris-Bercy ». « Soit on décide qu'à Bruxelles, on sera toujours en retard, on sera toujours plus mauvais et on est défaitiste ».

Il faut donc coller au « sens de l'histoire », même si on ne sait pas vraiment où l'on va... bien que certains commencent à percevoir un bout du mur.

Être en retard, c'est refuser ce qu'ils décident et avalisent, à savoir le déploiement commercial, les salles « internationales » et l'augmentation du nombre de bagnoles qui va avec. Être en avance et optimiste, c'est être plus grand que l'autre, devenir le nouvel objet de comparaison qui fera de nous le nouveau modèle à imiter et à dépasser : le progrès n'a pas de limites. L'« avance » qu'ils s'emploient à créer sert de point de comparaison au retard des autres qui eux-mêmes reprendront le « dessus » et deviendront à leur tour l'objectif à dépasser, c'est là toute la logique de l'idéologie du développement : une course sans fin.

Être efficace, c'est donc prendre des décisions, aux fondements identiques et leur donner les contours du choix démocratique inédit : « Ce qu'il y a c'est qu'un moment donné dans cette région, il faut aussi décider de temps en temps. On peut pas dire ici que ça s'est décidé à la va-vite comme ça, sur un coup de tête : il y a eu beaucoup de réunions (...) on peut pas dire que ça été tout d'un coup Freddy qui s'est réveillé et qui s'est dit avec son collègue « Tiens, je vais mettre un centre commercial » de 70 000 mètres carrés, pour le reste, ça peut pas se faire en 5 minutes ». Jouant sur une différenciation des partis au pouvoir qui pourtant obéissent, avec quelques différences cosmétiques, à la même idéologie : « Ici, pendant longtemps, on a dit « la ville et la région, elles ne s'entendent pas, y'a des bagarres, ici la ville et la région, six partis différents, se sont mis d'accord sur un projet : de modifier le PRAS et d'avancer ensemble sur un financement ».

Ça ne s'est pas fait en 5 minutes donc, certes ! Mais ça a suivi le processus d'entérinement de choix qui sont le fait de personnages politiques au service du productivisme et de la croissance : « Quelle sera la croissance demain de notre région bruxelloise est un débat fondamental », toujours ! Elle sera quasiment nulle !

Le meilleur se définissant toujours selon eux dans le sens de la démesure et du spectaculaire, ils ne permettront pas à ceux qui n'ont l'habitude de n'entendre que les personnages politiques et leur porte-voix que sont les médias, de penser autrement, de voir autre chose. Ils cloisonnent les autres possibles, tout en cultivant l'ambiguïté du double discours, dans la tentative de donner l'illusion contraire : « Grand défenseur des valeurs de la démocratie, Freddy Thielemans porte son combat politique dans le domaine de l'égalité des chances et de la solidarité humaine contre la logique mécanique du profit immédiat. Cultivant le sens des libertés, il croit à la beauté des choses de la vie et rêve pour ce monde à davantage de sagesse<sup>6</sup> ». Ah oui ?

### 3. CE QU'EST LA DÉMOCRATIE POUR EUX ET QUEL EST LE RÔLE DU CITOYEN

« Laissez vos coordonnées et on vous contacte sans problème ». Rappelant sa position favorable, le bourgmestre installe une relation de confiance chez ceux qui s'inquiètent des conséquences néfastes de Neo, tout en instituant l'illusion permanente de l'égalité de tous les individus devant les institutions politiques.

Considérant le vote citoyen comme un blanc seing à leur politique commerciale capitaliste, toute contestation est désormais de l'ordre de l'impertinence. Se questionnant sur la salle P12<sup>7</sup>, un participant interroge sur la source de cette demande, faisant remarquer que le public n'a pas été informé. Thielemans lui coupe la parole :

- « Nous sommes dans une démocratie représentative, je vous rappelle ça gentiment » [...]

- ... le participant continue : « Vous dites ensuite « Je m'en fiche, je veux ce projet, et j'ai l'impression que vous n'avez pas non plus demandé à

la population si elle veut ce projet et de quelle nature il devrait être »

- « Attendez, attendez, attendez, on se calme ! D'abord, on a un dialogue avec la population, en deuxième lieu, je reste néanmoins le bourgmestre avec un Collège et un Conseil communal qui prend un certain nombre de décisions. Celles que nous considérons intéressantes d'un point de vue économique, nous les suivons. Vous pouvez être politiquement contre le projet qui est le nôtre. C'est votre droit le plus strict. Vous vous présentez le 14 octobre<sup>8</sup>, vous me descendez en flamme, je ne suis plus bourgmestre, vous devenez bourgmestre et vous prenez vos responsabilités. C'est ça la démocratie ! »

Le citoyen peut donc discuter d'aspects peu ou prou superficiels (le maintien ou pas d'un parc, la station de métro supplémentaire, les voiries...), il y a - et doit y avoir - une acceptation tacite des fondements du projet, que paradoxalement cette discussion révèle. On évacue complètement la question de l'intérêt de la chose en lui-même et, quand on la questionne, on nous propose comme seule solution... de nous présenter aux élections.

Ils « gèrent » donc, la gestion étant l'acceptation de principe des orientations « convenues » (croissance, libre marché, emploi, fiscalité profitable aux plus riches), lesquelles ne peuvent faire l'objet d'une discussion, tant elles sont comme la vie : indiscutable. Il faut « avoir un moment donné une volonté globale sur la cité, une volonté de développement et une volonté de faire. C'est 3 000 emplois qui sont en jeu ! » (...) « On voulait quand même continuer à gérer la cité (...) La ville continue de vivre, il faut continuer à gérer et c'est ce qu'on fait ».

Les personnages politiques n'attendant pas l'approbation de la salle, se sentant totalement libres du seul fait qu'ils sont élus, ils remplissent leur rôle dans un spectacle démocratique visant à donner l'illusion que les décisions se prennent avec le peuple. A côté, ils continuent vaillamment leur « gestion éclairée ».

### 4. LE DÉSIR DÉTACHÉ DU RÉEL

Toute cela implique une décontextualisation complète du projet, symbole d'une forme de toute puissance qui semble faire peu de cas de l'Autre. Les deux autres projets de mégacentres commerciaux qui sont sur la table: Just Under The Sky (55 000 m<sup>2</sup> de surface commerciale le long du canal à Bruxelles) et Uplace (53 000 m<sup>2</sup> à Maelbeek) ne remettent donc nullement en question l'aventure Néo, la seule réponse à cette incohérence étant :

- Thielemans : « Première chose, je pense que, si vous voulez vivre en Flandre, vous allez vivre en Flandre, si vous voulez faire vos achats à Uplace, vous allez à Uplace ». Le tracé artificiel qu'est la frontière entre deux régions – bruxelloise et flamande – est comme une barrière hermétique qui mène à complètement ignorer ce qui se fait de l'autre côté et à rejeter toute politique de coordination, le désir consumériste étant suprême. La frontière sert la compétition.

Et s'ils ne font pas abstraction de cette proximité spatiale, c'est pour mieux l'utiliser et faire montre de leurs avantages comparatifs : « Si vous regardez sur une carte et que vous comparez très simplement la situation de Uplace et de Néo, vous allez découvrir qu'on a trois stations de métro, qu'on a des tramways, on a des bus, on a De Lijn, on a le parking C, et donc on est dans les conditions »...

- Participant : « J'ai entendu que les deux étaient incompatibles ».

- Thielemans : « J'en sais rien, je m'en fiche, moi, je veux mon projet. [la dame continue à parler sans qu'elle soit écoutée, Thielemans continuant] Je m'en fiche, je veux mon projet »...

Escomptant la réussite de leur projet sur l'échec des autres – les autres faisant de même –, ils se pensent les grands gagnants de la course... et cela suffit :

- Close : « Soyons très clairs, le monstre du Loch Ness qu'on dit « Il va y avoir deux centres commerciaux, c'est faux. Évidemment qu'il n'y en aura qu'un, et nous pensons que ce sera le nôtre ».

Ce que l'on retiendra de cette rencontre et dont les aspects mis en évidence caractérisent une forme du langage politique, c'est ce « conservatisme éclairé » du personnage politique qui, « concluant de l'évolution nécessaire à la nécessité de l'évolution, contribue à faire advenir un nécessaire qui ne se réalise que si l'on y contribue » (...) « Acceptant toutes les virtualités inscrites dans le réel, il proclame inévitables les maux que produit inévitablement l'évolution qu'il encourage<sup>9</sup> ». En d'autres mots, ils rendent possible ce qu'ils présentent comme inéluctable, et qui, s'ils ne s'évertuaient pas à tout faire pour le réaliser, en deviendrait de suite une possibilité d'évolution parmi d'autres, ouvrant dès lors la porte à tant d'autres possibles.

Ainsi, leurs choix ne portent pas sur un changement économique majeur – c'est-à-dire une économie subordonnée au bien-être de l'homme. Au contraire, ils attendent d'une même économie et de ses productions identiques des effets de changement : « Lorsque des centres de ce type-là se construisent, il y a une augmentation de 20% de l'usage du transport public. Donc je pense qu'il y a là véritablement quelque chose que nous devrions pouvoir offrir aux citoyens pour qu'ils puissent effectivement changer leurs habitudes ». Dans une démonstration fantastiquement exemplaire de la contradiction insoluble, ils attendent des mesures politiques qu'ils préconisent des effets contraires aux mesures politiques préconisées. C'est pour eux le centre commercial et les parkings supplémentaires qui génèrent la croissance de l'utilisation du transport public ; c'est donc, en dernière instance de ceux-ci que découleraient les progrès « recherchés » et les « changements d'habitudes » : « Donc moi, je suis certain que tous les projets, toutes les études que nous avons demandées montrent que nous allons vers plus d'espaces verts ».

S'il en est certain...

A.P

1 Cette réunion s'est tenue le 27 juin 2012 sur le site du Heysel. Étaient présents sur la « scène » : Freddy Thielemans, bourgmestre de la ville de Bruxelles, Philippe Close, échevin du tourisme et du personnel de la ville de Bruxelles, un conseiller qui ne s'est pas présenté, et Denis Delforge, directeur administratif du Parc des Expositions.

2 Entre 60 et 80 personnes.

3 Philippe Close, en tous cas, évoqua hors-micro, ne pas vouloir de consultation populaire, considérant le fait que le citoyen les avait élus aux élections comme suffisant.

4 « Les psychologues de l'école de Freud, eux surtout, ont montré que nos pensées et nos actions sont des substituts compensatoires de désirs que nous avons dû refouler. Autrement dit, il nous arrive de désirer telle chose, non parce qu'elle est intrinsèquement précieuse ou utile, mais parce que, inconsciemment, nous y voyons un symbole d'autre chose dont nous n'osons pas nous avouer que nous le désirons. Un homme qui achète une voiture se dit probablement qu'il en a besoin pour se déplacer, alors qu'au fond de lui il préférerait peut-être ne pas s'encombrer de cet objet et sait qu'il vaut mieux marcher pour rester en bonne santé. Son envie tient vraisemblablement au fait que la voiture est aussi un symbole du statut social, une preuve de la réussite en affaires, une façon de complaire à sa femme ». Edward Bernays, Propaganda, comment manipuler l'opinion en démocratie, Editions La Découverte, Paris, 2007, p.63. Edward Bernays, neveu de Sigmund Freud, est considéré comme le père des relations publiques. Un de ses succès retentissant sera d'avoir amené les femmes américaines à fumer. Il est aussi aux commandes de la propagande dont le peuple américain fut l'objet et qui conduisit à l'invasion étatsunienne du Guatemala en 1954 et au renversement de Jacobo Arbenz (1913-1971), président démocratiquement élu en 1951. Bernays travaillait alors – dans une vaste campagne de désinformation et de mensonge – au service de la United Fruit Company (Chiquita) s'opposant à la réforme agraire d'Arbenz (laquelle proposait une répartition des terres moins inégales, en faveur des petits paysans qui la cultivaient) qui risquait de réduire drastiquement les bénéfices de la compagnie.

5 Conférence de presse du 23 juin 2011.

6 Voir la biographie de Freddy Thielemans sur le site de la ville de Bruxelles : <http://www.bruxelles.be/artdet.cfm/4377>

7 Création d'une salle polyvalente qui, lors de la présentation publique, évacuait les autres éléments du projet... sans doute plus dérangeants.

8 Date des élections communales en Belgique

9 Pierre Bourdieu, La production de l'idéologie dominante, Editions Raisons d'Agir, Paris, 2008, p.73

# BRUXELLES : LA GUERRE DES CENTRES COMMERCIAUX

Depuis 2005, les mégaprojets commerciaux affluent. Si la Région wallonne est particulièrement mise à contribution, Bruxelles n'est pas en reste : projet Just Under the Sky (55 000 m<sup>2</sup>) porté par Equilis le long du canal qui traverse la capitale, projet NEO (72 000 m<sup>2</sup>) porté par la Ville de Bruxelles plus au nord, et projet Uplace (53 000 m<sup>2</sup>) porté par Bart Verhaegen, président du FC Bruges, juste de l'autre côté de la frontière de la Région bruxelloise, à Machelen. Soit au total 182 000 m<sup>2</sup> de surfaces commerciales supplémentaires, avant même d'avoir comptabilisé les récentes revitalisations des galeries Anspach et Toison d'Or, le projet de Tour et Taxis et les nouveaux développements commerciaux dans les gares.

## MAIN BASSE SUR LE HEYSEL<sup>1</sup>

Le projet d'un mégacentre commercial dans le nord de Bruxelles a été, pour la première fois, évoqué dans le Schéma de Développement Commercial pour la Région de Bruxelles-Capitale (2006), étude longtemps restée fantôme<sup>2</sup> mais portée à bout de bras par le Ministre régional de l'Economie et de l'Emploi Benoît Cerexhe, pour justifier la réalisation d'un nouveau centre commercial dans le Nord de Bruxelles.

Les intérêts convergent, et un an plus tard, la Région bruxelloise adopte son Plan de développement international (PDI)<sup>3</sup>, lequel prévoit la réalisation d'un centre commercial de 100 000 m<sup>2</sup> sur le site du Heysel. La Ville de Bruxelles, propriétaire du terrain, applaudit des deux mains. Elle envisage sur le site la création d'un nouveau centre de congrès de 5000 places<sup>4</sup> devant contribuer au rayonnement international de la ville, équipement jugé cher et peu rentable mais peu importe puisque le centre commercial devrait, lui, permettre la rentabilité de l'ensemble - selon quel calcul, on l'ignore. Ce projet, dénommé NEO<sup>5</sup>, est géré par une société anonyme, EXCS, à la tête de laquelle on retrouve Henri Dineur, ancien chef de cabinet de l'actuel Ministre-Président Charles Picqué. L'accord de gouvernement 2009-2014 scelle le pacte entre tous les partis de la majorité<sup>6</sup>. En 2012, le gouvernement régional travaille d'arrache-pied à la modification de son Plan régional d'affectation du sol (PRAS) pour permettre la réalisation du projet, contraire au plan actuel.

Aucune voix discordante, si ce n'est celle de quelques politiques isolés, pour dénoncer ce gaspillage du foncier public pour un projet spéculatif. La mise en concurrence des territoires qui gangrènent nos régions pousse chacune à gagner l'autre de vitesse en faisant fi de toute réflexion sur une éventuelle complémentarité : or, juste de l'autre côté de la frontière régionale, à Machelen, à quelques encablures du projet NEO, un autre monstre de la consommation attend son heure, le projet Uplace.

## L'OMBRE DE UPLACE

Uplace<sup>7</sup> est un projet de 190 000 m<sup>2</sup> combinant commerces, loisirs et bureaux. Pour l'anecdote, révélatrice des logiques du marketing urbain, Uplace se vend en Flandre comme un projet flamand mais pour l'étranger comme un projet bruxellois «Uplace Brussels». Son promoteur espère attirer 25 000 visiteurs par jour, ce qui provoquerait selon Touring 4 km de bouchons quotidiens supplémentaires. Le gouvernement flamand est lié au projet par une convention datant de 2009, antérieure à son installation, qu'il n'a jamais voulu dénoncer, et ce malgré le feu nourri de critiques dont le projet fait l'objet par la province du Brabant flamand et les communes limitrophes qui craignent pour l'encombrement de leurs voiries et la survie de leurs quartiers commerçants. Malgré ces critiques, le projet a aujourd'hui obtenu tous ses permis, le dernier en date étant celui délivré en mai 2012 par la Ministre de l'Environnement. Le projet semble donc être le premier sur la ligne d'arrivée dans

cette course contre la montre mais il est criblé de recours<sup>8</sup>, le dernier en date étant celui... de la Région bruxelloise, laquelle a déposé un recours en annulation au Conseil d'Etat contre le plan de développement stratégique flamand dans lequel s'inscrit Uplace. Bruxelles reproche notamment aux Flamands de ne pas prendre en compte l'impact de ce projet sur la mobilité dans et autour de Bruxelles<sup>9</sup>.

On pouvait s'attendre au retour de flamme : à son tour, Uplace attaque le projet NEO devant le Conseil d'Etat et prévoit de porter plainte auprès de la Commission européenne pour non-respect de la législation en matière de marchés publics.

Il n'y a plus qu'à espérer que ces projets anti-sociaux, anti-urbains et anti-environnementaux s'entre-tuent mais...

## ... PENDANT QUE LES GÉANTS SE FONT LA GUERRE, LE PETIT POUCKET AVANCE

À côté de NEO et de Uplace, il y a un troisième projet de centre commercial dans ce mouchoir de poche territorial : le projet Just under the Sky situé le long du canal face au domaine royal. Pendant que les yeux sont braqués sur les deux géants, ce projet fait son bonhomme de chemin avec le soutien plein et entier de la Ville de Bruxelles. Cette dernière semble en effet concevoir celui-ci comme un cheval de Troie : si Uplace se fait avant NEO, au moins y aura-t-il déjà un nouveau centre commercial dans le Nord de Bruxelles pour porter ombrage au premier.

Si ce projet est de moindre envergure que les deux autres, il n'en est pas moins destructeur. Son développeur, le groupe Equilis, bras immobilier de Mesdagh<sup>10</sup>, espère 155 000 visiteurs par semaine dont 70% viendraient en voiture. On sait déjà que le projet impliquera l'utilisation d'une part significative de la capacité de l'axe routier adjacent (moyenne ceinture) alors qu'il est déjà saturé. En outre, la construction du centre commercial suppose la destruction des anciens entrepôts Godin<sup>11</sup>, l'un des plus anciens héritages du passé industriel de la ville dont le frère jumeau français, à Guise, a lui bel et bien été préservé<sup>12</sup>.

Les noyaux commerçants adjacents n'ont qu'à bien se tenir quand on sait que la première demande de permis socio-économique regroupait exactement les enseignes déjà présentes partout à Bruxelles. Les pouvoirs publics parlent de complémentarité mais, dans les faits, ils n'ont aucune maîtrise sur les enseignes qui viendront s'installer. Cela est encore plus vrai depuis que la mise en œuvre de la Directive Européenne Services empêche les pouvoirs publics de tenir compte du risque de la mise en concurrence du tissu commercial. La régulation par le libre marché, il n'y a que ça de vrai!

Toujours est-il que le projet vient de recevoir en plein été ses deux permis : le permis d'urbanisme et le permis d'environnement, lui déroulant le ta-

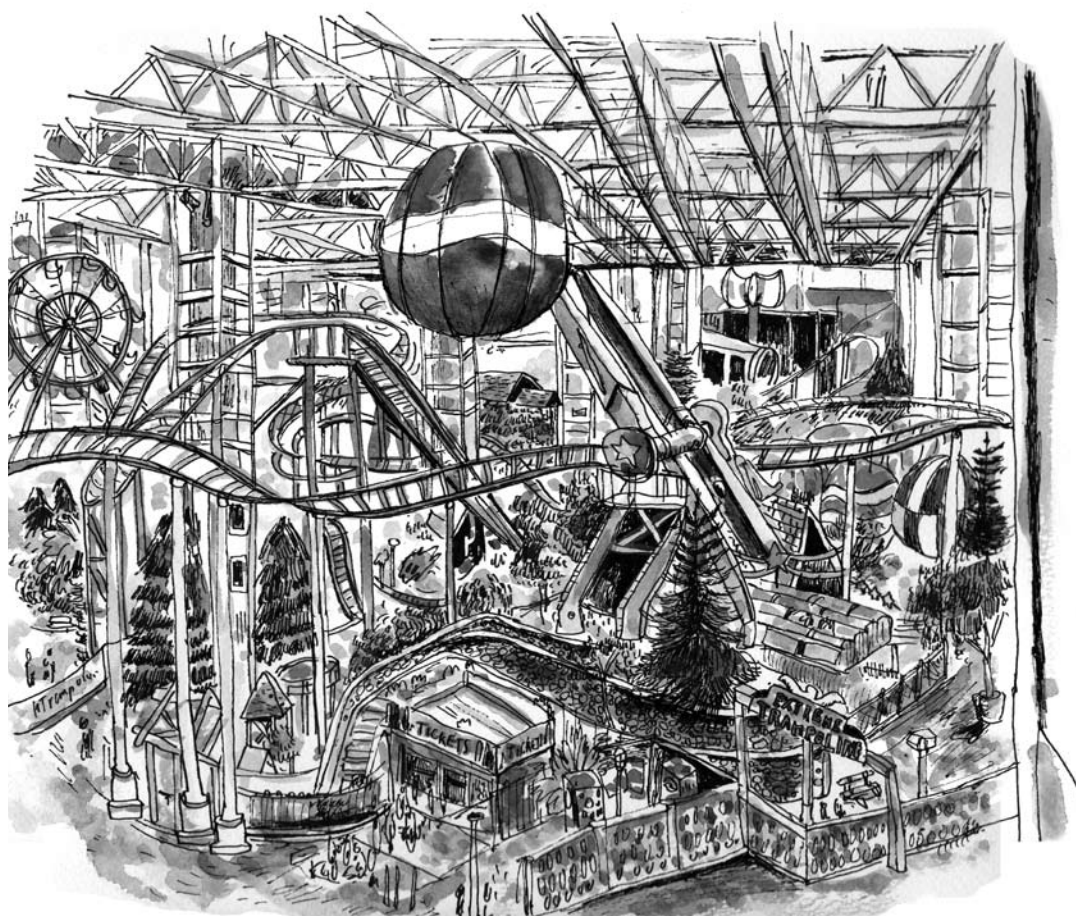


Illustration: Lucy Watts



Illustration: Lucy Watts

pis rouge pour être le premier des trois projets sur la ligne d'arrivée.

Puisque nos gouvernants jouent aux promoteurs et pensent que nous n'avons rien de mieux à faire que de nous transformer en perpétuels consommateurs, il nous appartient de réagir.

C'est en ce sens que, depuis trois ans, la Plate-forme interrégionale contre les centres commerciaux<sup>13</sup> exerce une vigilance constante sur l'état d'avancement de ces projets et tente de leur faire barrage. C'est en ce sens également que, tout récemment, le Collectif «Dites 33»<sup>14</sup> à Bruxelles est intervenu de façon joyeuse pour détourner une Assemblée générale de l'entreprise Delhaize.

Et c'est en ce sens toujours que d'autres mobilisations s'organisent pour que la guerre des centres commerciaux ne se fasse pas sur le dos des gens.

#### Claire Scohier

Chargée de mission à Inter-Environnement Bruxelles (ww.ieb.be)

1 Sur le sujet, consultez : <http://www.ieb.be/-Main-basse-sur-le-plateau-du-> et visionnez [http://www.dailymotion.com/video/xa0nit\\_main-basse-sur-le-heysel\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xa0nit_main-basse-sur-le-heysel_news).

2 Les acteurs de la société civile n'en prendront connaissance qu'en 2008, soit deux ans après son adoption. Et pour cause, comme tentera de le rappeler à plusieurs reprises l'auteur de cette étude, celle-ci subordonnait la création d'un centre commercial à de nombreuses conditions dont la réalisation d'une véritable valeur ajoutée par rapport au tissu commercial existant. Dans l'ensemble, l'étude tendait plutôt à privilégier le renforcement des quartiers commerçants bruxellois existants.

3 Ce plan, chargé de recenser les potentialités de la Région pour développer son rayonnement au niveau international, fut adopté selon une procédure on ne peut plus anti-démocratique : il fut élaboré par le bureau de consultance Price Waterhouse Coopers, suite à une consultation d'acteurs triés sur le volet parmi lesquels les opérateurs immobiliers occupaient une place de choix. Il fut présenté à un séminaire du secteur immobilier avant même que le Parlement bruxellois puisse s'en saisir. Ce Plan détermine aujourd'hui de nombreux choix d'aménagement du territoire à Bruxelles. Sur le sujet, lisez : <http://www.ieb.be/Bruelles-en-Mouvements-no195-196>.

4 La Région vient pourtant d'inaugurer son tout nouveau centre de congrès au cœur de la ville : Square (13500 m<sup>2</sup>).

5 <http://www.neobrussels.com>

6 PS-CDH-ECOLO-OpenVLD-CD&V-Groen !

7 <http://www.uplace.eu>

8 L'Unizo, la ville de Louvain, la ville de Vilvorde, Grimbergen et les associations environnementales, dont Greenpeace, ont tous introduit un recours contre le permis d'urbanisme.

9 Il va de soi que la Région prétendra que les 10 000 places de parking du Heysel auront sur les voiries adjacentes un impact bien plus réduit.

10 Propriétaire notamment des supermarchés Champion et Carrefour market en Belgique.

11 Pour plus d'informations sur les poëleries de Godin et la philosophie de Fourier qui y préside, visitez le site de Bruxelles-Fabriques : <http://godinlaeken.blogspot.be/>.

12 <http://www.familistere.com>

13 <http://www.shoppingmonster.be>

14 <http://www.dites33.be>

## NAMUR : LA TRANSITION « CÔTÉ VERRE »

Namur a dressé les plans d'un périmètre de remembrement urbain (PRU) qui articule deux gros projets dans le quartier de la gare. D'une part, le déménagement de la gare routière sur la dalle qui recouvre la gare ferroviaire. D'autre part, la construction d'un centre commercial baptisé *Côté Verre* à la place de l'actuelle gare routière – qui a fait son temps – et du Parc Léopold qui le jouxte.



Jusqu'il y a peu, le dossier a suivi son cours sans causer de vagues de protestations, malgré la planification d'un massacre à la tronçonneuse : celui des arbres majestueux et de grande valeur patrimoniale qui agrémentent l'endroit, un des deux espaces verts du centre-ville, avec le Parc Louise-Marie. Le promoteur privé Patric Huon (société City-Mall), qui possède dans ses cartons d'autres projets de centres commerciaux en Wallonie, s'est même risqué à parler de l'existence d'un large consensus chez les Namurois. Mais les choses sont en train de bouger. En juin dernier, un collectif de contestataires s'est constitué, rassemblant une association de défense du patrimoine, les sections locales des Amis de la Terre et du Mouvement politique des objecteurs de croissance, des membres de la Commission consultative d'aménagement du territoire et de la mobilité mécontents de voir leurs objections ignorées. Eux parlent plutôt de déni de démocratie et comptent bien provoquer le débat public dont ils déplorent l'absence. A quelques encablures du scrutin d'octobre, la rentrée s'annonce chahutée pour Ecolo, initiateur des projets, et ses partenaires MR-CDH de la majorité sortante qui a adopté le PRU lors de la dernière séance du Conseil communal. Le PS, lui, a voté contre pour des questions de forme, sans remettre en cause le fond du dossier.



Arnaud Gavroy, tête de liste Ecolo et échevin de l'urbanisme, justifie le projet *Côté Verre* en ces termes : « Avec ses 20 000 m<sup>2</sup> et 1000 places de parking, il a une taille raisonnable, comparé à ce qui se fait ailleurs ; situé à deux pas de la gare, donc aisément accessible par les transports en commun, il est de loin préférable à un méga-complexe sur les terres agricoles de Bouge et prévient le risque d'une telle implantation. » Et à ceux qui disent ne vouloir ni l'un ni l'autre parce qu'ils estiment que l'offre commerciale est amplement

suffisante sur le territoire de la commune, Ecolo rétorque par la voix de Georges Balon Perin, chargé d'aller à la rencontre des récalcitrants qui ont entamé des actions de terrain : « On ne peut pas empêcher la venue d'un centre commercial à Namur, c'est l'économie qui veut ça. »<sup>1</sup> Pour les objecteurs de croissance, cet argument illustre parfaitement la (l'im-)posture d'Ecolo, réduits à la politique du moindre mal en relayant le discours fataliste de la droite sur la nature de l'économie.



Dans ce contexte, certaines priorités de leur programme électoral sonnent drôlement faux : « Nous voulons que Namur devienne la ville la plus verte de Wallonie, qu'elle partage et sécurise ses espaces publics. » Vouloir le partage des espaces publics en privatisant une partie de ceux-ci ? Vouloir le verdissement d'une ville en liquidant des platanes centenaires ? Ecolo se défend en exposant son projet de *ceinture verte* – un schéma de plantations le long des boulevards périphériques – et le *grand potentiel d'espaces publics* du centre-ville. Mais aux yeux des défenseurs du parc Léopold, ces vagues promesses ne compenseront pas la destruction d'un square magnifiquement arboré pour y bâtir un temple de la consommation, fût-il appelé *Côté Verre*.

#### Eddie Van Hassel

1 Propos tenus le samedi 23 juin au Parc Léopold, jour où les indigènes de Namur avaient organisé une manifestation-pique-nique.

### DE L'AUTRE CÔTÉ DU VERRE

Cinq organisations (Arboresco, Les Amis de la Terre-Namur, Namur 80, Objecteurs de croissance (mpOC), Occupy Namur - des indignés) ont lancé une mobilisation pour sauver le Parc Léopold : « Les autorités communales veulent sacrifier le parc Léopold pour faire place à un centre commercial. PARCE QU'IL N'EST PAS TROP TARD, un collectif s'est constitué pour sauver le parc et préserver ainsi ce qui fait le charme du centre-ville : un bel équilibre entre la nature, la culture, le patrimoine et un commerce de qualité. »

Arguments, propositions et pétition du collectif sont visibles sur le site internet :

[www.namurparcleopold.be](http://www.namurparcleopold.be)

Après 10 jours, la pétition comptait déjà plus de 3500 signatures !

Kairos soutient cette initiative et vous invite à signer la pétition et soutenir le collectif

# S.O.S VERVIERS

Verviers, capitale wallonne de l'eau, joyau de la vallée de la Vesdre, rassemble actuellement 56 000 habitants. Ancien centre prospère de la production lainière européenne, elle fait aujourd'hui face à une situation socio-économique complexe. Elle compte 25% de chômage<sup>1</sup>, une pauvreté persistante<sup>2</sup>, un faible taux de qualification chez les demandeurs d'emploi et des «quartiers immigrants» qui sont estimés être «en grande difficulté», selon une étude phare sur la pauvreté en Belgique<sup>3</sup>.

Face à ces défis, le bourgmestre socialiste Claude Desama a endossé un projet de centre commercial pharaonique connu sous le nom de son promoteur « Foruminvest-City Mall ». Il s'agit d'un centre commercial dont l'implantation prévue est le cœur de la ville, en son lieu qui est topographiquement le plus structurant et le plus esthétique.

Cette mégasurface permettrait selon le bourgmestre de « redynamiser le centre urbain », de se « tourner

vers l'avenir ». Il s'agissait au début de couvrir la Vesdre sur 260 mètres. Cette première version du projet a provoqué l'ire de la population. Et sa mobilisation. La cinquième et actuelle version prévoit toujours une surface au sol de 15 500 m<sup>2</sup>, 85 boutiques sur trois niveaux hors sol et 1147 places de parking sur trois niveaux de sous-sol. Une caisse de 250 000 m<sup>3</sup> qui enferme toujours la rivière.

## VERVIERS SOUS LA BOMBE

Les débuts publics de cette affaire remontent à l'hiver 2005<sup>4</sup>. Le 5 décembre, les membres du Conseil communal et les commerçants de la ville sont invités à une présentation organisée par les promoteurs. À la sortie du show, les élus font grise mine. Les visages sont dépités, les regards fuyants. Les commerçants, sensés être plus réceptifs que la population aux promesses d'affaires, ne sont pas davantage séduits : ils jugent le projet esthétiquement horrible et savent bien par ailleurs qu'implanter un tel mastodonte commercial profite en premier lieu aux grandes enseignes qui signifient souvent la ruine du petit commerce<sup>5</sup>. Le projet fait l'effet d'une bombe.

## VOIR-COMPRENDRE-AGIR

Stupéfaits et en colère, plusieurs citoyens se regroupent dans une association de fait baptisée Vesdre-Avenir<sup>6</sup>, qui devient le principal acteur et organisateur de la résistance. L'association se dote d'un logo en forme de goutte sur laquelle on peut lire un mot d'ordre limpide : « Sauvons la Vesdre ».

Pour commencer, il faut avoir une vue d'ensemble du projet, une description complète pour mieux en saisir les implications. Mais cette vue d'ensemble n'est pas disponible, les plans ne sont pas diffusés et la ville ne communique pas clairement sur le centre commercial. Les citoyens décident donc de créer eux-mêmes des images et des représentations de ce projet pour mieux en comprendre la nature. Ils utilisent, rassemblent toutes les informations disponibles, lacunaires et dispersées, pour visualiser la chose et la rendre plus concrète.

Ce sera un enjeu clé de la mobilisation face à une dynamique pilotée depuis les arcanes de la démocratie locale. L'une de leurs premières actions consistera à réaliser une maquette du projet pour en donner la (dé)mesure. Le résultat est saisissant : voir quelques images informatiques projetées rapidement sur un écran donne une vague idée de la monstruosité planifiée. La représenter en trois dimensions sur un support grand comme une table de billard permet de mieux saisir ce qui se joue. La maquette restera un support fondateur pour la lutte des Verviétos. Puisque les pouvoirs publics ne jouent pas leur rôle, enchaînant promesses rassurantes et balivernes, d'autres images seront créées à chaque nouvelle version

du projet de centre commercial pour démystifier les déclarations et illustrer de manière plus claire l'évolution du dossier.

## UNE MOBILISATION CITOYENNE EXEMPLAIRE...

Dès le début de l'année 2006, les actions se multiplient et prennent des formes variées : soirées d'information-débat, soupers de soutien, édition d'une plaquette d'information et de sensibilisation, tracts, lobbying politique, mobilisation de personnalités, participation à des événements divers, nettoyage de la Vesdre, expositions, affiches... Elles vont rapidement prendre une ampleur considérable, se jouant des obstacles et des écueils. Des affiches de protestation sont interdites ? Des guirlandes lumineuses forment les lettres sur les murs des maisons. La démocratie locale est bafouée ? Un monument symbolisant le peuple est bâillonné, etc. L'intelligence de la lutte prend systématiquement des formes non-violentes qui permettent à un nombre important de personnes de participer, incarne l'intention respectueuse des participants et interpelle avec force la population en faisant apparaître par contraste et de manière évidente l'agression que constitue ce projet mégalomane en décalage complet avec les attentes citoyennes.

## LE PROJET FAIT L'UNANIMITÉ CONTRE LUI

Au début de l'année 2006, Vesdre-Avenir lance une pétition. Alors que les signatures affluent par milliers, les sections locales des partis préparent leurs positions qui s'avéreront temporaires. Le Mouvement Réformateur (MR) demande d'emblée une consultation populaire, suivi par Écolo. Le CDH et Écolo s'affichent contre le projet et font mine de taper du point sur la table.

Dans le même temps, les prises de positions associatives et de personnalités se multiplient contre le projet destructeur : la SRAVE (Société Royale des Architectes de Verviers et Environs), Inter-Environnement Wallonie, Urbagora, Les Amis de la Terre, Natagora, Opération Villages Roumains, Bernadette Merenne (Professeur de géographie économique à l'Université de Liège), Jean-Marie Pelt, René Schoonbrodt, mais également des artistes comme René Hausmann, François Waltery, Julos Beaucarne, Pic-Pic An-

dré, Marka et Maurane. Les soutiens de ce genre s'accumulent et vont se compter par dizaines.

Parmi eux, celle du Conseil International des Monuments et Sites (ICOMOS), organe consultatif de l'UNESCO, qui écrit une lettre ouverte au Collège communal de Verviers le 24 octobre 2007. Il y est souligné que plusieurs aspects du projet sont en violation de la charte de Washington (Charte internationale pour la sauvegarde des villes historiques), et finalement que « *La réalisation d'un tel projet constituerait à très long terme un handicap majeur au développement harmonieux du centre de Verviers.* »

Le constat de l'inadéquation totale du projet avec la ville de Verviers ne cessera d'être répété et affiné au cours des années. De passage à Verviers Nikos Salingaros, Professeur à l'Université du Texas à San Antonio, sommité internationale de la théorie urbanistique et architecturale, publie ainsi une lettre ouverte dans l'édition de juin-juillet 2010 du « Journal de l'architecte » à propos du projet Foruminvest. Il déclare notamment : « *Il me paraît donc très clair que Verviers se prépare à franchir un pas dangereux vers l'autodestruction urbaine. Le second pas qui s'ensuivra sera le déclin commercial et culturel.* »

## LA MOBILISATION PREND ENCORE DE L'AMPLEUR

La pétition atteint finalement les 20 000 signatures. Pour une ville de 56 000 habitants, on peut dire que c'est significatif. L'association Vesdre-avenir dépose les signatures à la commune... qui déclare ensuite que la pétition n'existe pas. Ouf-ti ! ? Une attaque politicienne est lancée contre l'association arguant d'un mensonge qui vise à manipuler l'opinion publique. Mais l'association avait eu le bon réflexe de faire signer un accusé de réception par le fonctionnaire communal, attestant du dépôt effectif de la pétition comptant 20 000 signatures. Une enquête administrative est ouverte sur le fonctionnaire oublieux. On en attend toujours les résultats (air connu).

Le succès colossal de la pétition indiquant une très forte préoccupation des Verviétos, les blocages répétés du parti socialiste sont d'autant plus mal reçus. Dans les premiers mois de l'année 2007, Vesdre-Avenir décide d'obtenir une consultation populaire, prévue par la loi communale, pour que la ville puisse s'exprimer sur son avenir. L'association propose la question suivante : « *En*

tant que Verviétois soucieux du développement de votre ville, refusez-vous que l'on construise un bâtiment sur la Vesdre ? » En 15 jours, 7144 lettres demandant l'organisation d'une consultation populaire sont recueillies et déposées à la commune! Laquelle vérifie les feuillets un à un. C'est long, très. Mais tous sont conformes. La consultation populaire devrait pouvoir être organisée. Après des mois d'atermoiements, le Conseil communal vote en juin 2007 la consultation populaire à l'unanimité, sous réserve de l'avis du ministre régional Philippe Courard, également membre du PS. Comme sorti d'un chapeau, un obscur conseiller du cabinet du Ministre indique que la consultation populaire n'est pas possible car elle concerne la Vesdre, un cours d'eau qui n'est pas communal ! Sorte de subterfuge qui prouve à nouveau l'attitude antidémocratique de ces élus. Comme si l'implantation d'un mégacentre commercial pouvait d'aucune manière n'avoir rien à voir avec l'intérêt de la commune qui le porte, lequel justifie légalement la consultation populaire communale en Belgique. Mais les édiles de la ville, grands seigneurs, proposent tout de même une consultation le 2 juillet 2007, et avancent 5 questions, dont celle-ci : « Outre la création d'un nombre très important d'emplois directs et indirects, pensez-vous qu'un centre commercial qui accueille de nouvelles marques augmentera l'attractivité de Verviers ? » Même la presse locale note qu'il y a là quelque chose qui cloche sérieusement et qualifie l'initiative PS-MR de « bidon »<sup>8</sup>. En attendant, la coupure entre les Verviétois et les élus est à peu près complète. Les citoyens sollicitent, interpellent, pétitionnent, demandent à être consultés, les élus refusent et bloquent systématiquement. La rupture est consommée en octobre 2007 quand le ministre Courard annule les deux consultations, la « bidon » parce qu'elle n'était pas portée à l'ordre du jour du Conseil communal, la citoyenne parce que la couverture de la Vesdre serait une compétence régionale. C'est plus qu'un malaise...

## PRESSIONS D'UN AUTRE ÂGE

À côté de ces assauts antidémocratiques, les promoteurs du centre commercial utilisent des méthodes «de persuasion» d'un autre âge.

On nous rapporte ainsi que certains opposants au projet de City Mall font l'objet d'intimidations au travail. La police se montre très présente devant certains magasins où règne pourtant un ordre paisible. Autre jour, autres manœuvres, des dizaines d'habitants affichent des banderoles sur des façades privées avec l'accord des propriétaires: les autorités leur demandent de les enlever au motif qu'il ne s'agit pas d'affichage culturel. Un zèle que l'on aimerait pouvoir constater avec tous les affichages non-culturels ! En juin 2007, alors que 7000 citoyens attendaient que la commune valide la demande de consultation populaire, Vesdre-Avenir distribue des tracts pour inviter à une réunion d'information sur l'évolution du projet. La police intervient et interdit la distribution. Le lendemain matin, alors que l'invitation est présentée de vive voix, sans tracts, des policiers reviennent et menacent de dresser des PV si les militants continuent. Un membre de Vesdre-Avenir se rend au commissariat pour déposer plainte mais le policier présent refuse de la recevoir... Pour le coup, la presse régionale fait des Unes dénonçant ce scandale.

Et les vexations politiques continuent, l'entêtement à museler la résistance ne faiblit pas.

Les revendications ne sont pourtant pas révolutionnaires. Il n'est pas question de collectiviser les équipements verviétois, ni de renverser le capitalisme, pas non plus de devenir vizir à la place du vizir. « On veut être citoyens, et dire au politique: ce que vous voulez faire n'est pas bon, on n'en veut pas » disent les militants. Ils ont rencontré tous les partis tout au long de leur com-

bat. Plusieurs élus sont restés interloqués par les récits qu'ils entendaient souvent pour la première fois. Le traitement médiatique reste trop frileux. Il y a bien eu quelques étincelles ici ou là sur des événements ponctuels comme ceux cités avant. Mais de traitement de fond, point. En regard de l'ampleur du projet qui concerne tous les Verviétois et même la région d'une part et ce qu'ont subi les citoyens qui refusent ce projet d'autre part, ce ton in fine précautionneux s'apparente à un silence médiatique qui interpelle fortement. Que se passe-t-il vraiment à Verviers ?



## PROPAGANDE, SPONSORING...

La mobilisation citoyenne se voit opposer un traitement digne des républiques bananières. Autre face de la même pièce, la machine à propagande tourne à plein régime.

Pour faire de la propagande, il faut un message et des canaux de diffusion.

En ce qui concerne le message, l'accroche est simple et utilisée partout en Wallonie : Foruminvest présente ses projets comme ceux de « la ville gagnante ». À Verviers, c'est en plus une initiative de « revitalisation du quartier ».

Faire reconnaître un projet comme étant une revitalisation permet en Wallonie de décrocher la timbale: pour deux euros amenés par le promoteur, la Région en amène un supplémentaire<sup>9</sup>. Et cerise sur le gâteau, la revitalisation permet de réaliser des expropriations de biens qu'il faudrait par exemple détruire pour mener le projet à son terme. Voilà une première raison sonnante et trébuchante de présenter le projet Foruminvest comme une opération de « revitalisation de quartier ».

Du point de vue de la propagande, c'est également tout bénéfique. C'est là une technique largement utilisée par tous les bétonneurs du monde: quand bien même s'agirait-il de démolir un quartier, d'exproprier ses habitants installés de longue date, de spéculer sur des investissements adossés à l'argent public, d'alimenter l'inflation immobilière, le simple fait de présenter un projet comme une innovation, capable de «revitaliser» un endroit, permet d'enfumer le débat.

Ce genre de message présente pour les bétonneurs de tous poils un intérêt supplémentaire non négligeable: ils peuvent ensuite sans effort dénoncer comme « négatifs », « pessimistes », « grincheux », ceux qui auront le toupet de ne pas accepter un désastre paré frauduleusement des atours de la « positivité ». Un vieux truc, une ficelle éculée qui ne cesse pourtant de produire

ses effets très concrets et redoutablement efficaces. Présenter sous un jour favorable ce qui ne l'est pas, faire marcher le monde sur la tête en renversant la signification, voilà une technique Orwellienne que les pouvoirs malintentionnés utilisent abondamment.

Le bourgmestre de Verviers, Claude Desama, ne se privera jamais de tirer à toutes forces sur cette mauvaise ficelle en rajoutant parfois même des tonnes. Ainsi lors d'un conseil communal où deux cents habitants l'interpellent, il arrive encadré par une dizaine de policiers. L'exercice est spectaculaire, relayé en images par la presse, et permet de créer l'illusion d'un élu confronté à une foule dangereuse qui mérite le déploiement des forces de l'ordre. Il en remet une couche. Les citoyens mobilisés sont qualifiés « d'extrémistes », ce que la presse relaie encore. N'en jetez plus, on atteint là les extrêmes de la manipulation politique de bas étage. La prochaine fois, le bourgmestre sera-t-il tenté de lâcher les chiens pour faire face à la cohorte de va-nu-pieds, d'indignés prêts à saccager l'intérêt communal et citoyen bien compris?

Le message « positif » est décliné à toutes les sauces. Grâce au projet de Foruminvest, Verviers « ville gagnante », « lutte contre la pauvreté », devient une « ville en mouvement » à « l'ambition retrouvée ». Lisez l'exact inverse et vous approchez de la réalité. Lorsque l'on projette d'implanter un vaste blockhaus de supérettes en plein cœur d'une ville historique, on prend une direction mortifère, celle de la décrépitude et de l'asphyxie comme l'ont immédiatement compris les habitants et comme l'ont souligné les meilleurs experts.

Quant aux canaux de diffusion de ces messages, ils sont d'autant plus nombreux que Foruminvest est un monstre financier pour la région, et que le projet est porté par la majorité PS. Cela aide. Des pages entières sont achetées dans la presse. Des campagnes publicitaires sont affichées en ville avec le cachet communal. Des personnalités sont invitées à la rescousse, comme par exemple Jacques Bredael, ex-présentateur à la RTBF, qui vient par deux fois promouvoir le projet et le promoteur. La propagande est relayée tous azimuts. Mais les faits sont têtus.

La bataille des images, des mots et de manière générale des représentations est aussi celle des imaginaires. Elle est centrale dans la bataille politique. À Verviers, quoique les forces en présence soient complètement inégales, les signes sont nombreux que les promoteurs du blockhaus-sur-Vesdre sont en train de perdre sur ce terrain.

## ... ET CORRUPTION PASSIVE ?

Et puis, il y a cette manière de mettre de l'huile dans les rouages, d'amadouer le (futur) chaland, en distribuant les lots de consolation. C'est d'une pierre deux coups: vous faites des heureux et vous les intéressez au projet, en les y liant. Pourraient-ils se plaindre ensuite, alors qu'ils ont profité des largesses du financier? On ne crache pas dans la main qui donne l'aumône, c'est bien connu. Foruminvest devient donc le sponsor du club de basket de première division de la commune. Du club de foot, de la patinoire mobile, d'un petit festival (Fiesta city), du festival « Au film de l'eau ». Foruminvest investit Verviers, à tel point que la presse commence finalement à se demander s'il ne s'agit pas d'acheter le silence, si tout ça n'est pas de la « corruption passive ».

La question reste posée, alors que le bourgmestre s'étonne : « Si c'est de la corruption passive, on va tous y passer ! » Verviers n'est pas Charleroi, où les médias avaient fait grand cas de pratiques douteuses. Les investissements du promoteur sont pour l'instant concentrés sur Verviers, Namur et Mons. Et aussi Herve, dans une plus modeste mesure, où le bétonneur spon-

surise le « Bel'Zik festival ». Herve, où Monsieur Jeholet, Président de la fédération MR de l'arrondissement de Verviers depuis octobre 2008, est conseiller communal. De là à dire que cela pourrait avoir un lien avec la coalition PS-MR verviétoise apparue au lendemain des élections communales de 2006, il y a un pas que nous ne franchirons pas. Mais que diable fait Foruminvest dans un festival de Herve ? Là encore la question reste entière.

## ELUS ET PROMOTEURS...

Y a-t-il un seul élu à la commune ou à la Région qui ait la stature pour s'opposer à ces pratiques et ce projet ? Le PS de Monsieur Desama a endossé le projet depuis le début et il n'y a donc rien à attendre de ce côté-là. Il l'avait montré au mois de mai 2006. Le Conseil communal, mis sous pression par Foruminvest, qui menaçait de se retirer si les conventions avec la ville n'étaient pas signées, avait alors eu lieu portes closes et gardées par les forces de l'ordre. L'enquête publique n'était pas terminée, mais le PS et le MR, déjà unis pour l'occasion alors que le MR était encore dans l'opposition, repoussent les amendements CDH et votent en faveur de Foruminvest. C'est ce jour-là que deux cents manifestants huent ces élus qui bafouent les règles de la démocratie pour faire passer un projet contre lequel 17 000 signatures ont déjà été rassemblées à ce moment là... Monsieur Desama a par ailleurs indiqué depuis le début du projet vouloir goûter les fruits de la « manne céleste » fiscale que représenterait l'arrivée du blockhaus.

Le MR, après avoir fait mine de s'opposer au projet, s'est très rapidement allié avec le PS comme dit plus haut, pour accéder au pouvoir et pour satisfaire quelques intérêts privés.

Après avoir refusé de voter les conventions de mai 2006 avec le promoteur imposées par la majorité PS et après que l'ex-ministre CDH de l'environnement Benoît Lutgen ait annoncé en décembre 2007 refuser de délivrer un permis qui conduirait à recouvrir la Vesdre et ses berges, le CDH, déforcé par l'attitude du secrétaire d'Etat Melchior Wathelet, s'est ensuite montré beaucoup plus frileux dans son opposition au projet.

Restait Écolo, dont la locale affirmait depuis le début être fermement opposée au projet.

## LA TRAHISON D'ÉCOLO

Il y avait un espoir de ce côté-là et l'ancien coprésident du parti Jean-Michel Javaux, venu à la rencontre de Vesdre-Avenir lors des élections régionales de 2009, avait déclaré que dans ce genre de situation le parti suit toujours l'avis de sa section locale, ce qu'il ferait ici aussi. Écolo avait donc promis de s'opposer au projet Foruminvest qui, il est vrai, est l'archétype du cauchemar écologiste : temple de la surconsommation, blockhaus de béton, aspirateur à voitures et embouteillages, lieu de décivilisation mercantile, monstre urbanistique, tueur de petits commerces et d'espaces verts. Le « parti vert » pouvait difficilement se renier au point de donner son blanc seing pour la dévastation de Verviers.

Mais des vestes ont été retournées. Au niveau Régional, André Antoine (CDH) était le ministre en charge et son action en faveur des centres commerciaux n'augurait rien de bon pour Verviers. En juin 2009 lors des élections régionales, les attributions changent et c'est Écolo qui hérite du portefeuille, lequel tombe dans la poche de Monsieur Henry, ministre de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité. Dès ce moment-là, Jean-Michel Javaux, patron du parti, n'est plus joignable. Rien, peanuts, nada. Et M. Henry donne le permis à Foruminvest.

Le sentiment de trahison est total et l'on se souvient en Belgique de ces images d'un J.-M. Javaux interpellé vigoureusement lors d'un passage à Verviers au début du mois d'avril 2011. Il écope d'un seau d'eau et de crème fraîche sur la tête ce qui lui fait dire sur un air affecté au journal télévisé qu'il est « inquiet pour la démocratie ». Orwellien. À Vesdre-Avenir on parle de ce film « Tous au Larzac » qui rappelle la lutte contre l'implantation d'un camp militaire sur le plateau des Cévennes et qui sonne comme un écho presque parfait à la lutte menée à Verviers depuis 7 ans maintenant. À une différence près : Mitterrand avait donné sa parole que s'il était élu, le projet de camp militaire serait abandonné. Et il tint parole. Ce que ne fit pas Écolo.

D'ailleurs depuis, Écolo s'est semble-t-il mis au service de Foruminvest. Le Ministre Henry collabore à présent ouvertement avec le promoteur. D'abord en présentant en primeur un « nouveau » projet relifté par son propre cabinet. Ensuite en se préparant à accorder, toutes les dérogations destinées à contrecarrer un recours toujours pendant au Conseil d'Etat. Vous avez dit bonne gouvernance ?

Sans doute s'agit-il là de la « responsabilité » revendiquée par les partis qui font de leur impuissance morale une vertu. Comme Écolo a décidé que le monstre de Verviers ne pouvait être arrêté - les citoyens sont d'un autre avis - autant prétendre l'adapter pour le rendre « développement durable » compatible. Cette formidable volonté politique qui rêve de transformer les dinosaures en hirondelles...

## PROPOSITIONS

Pourtant, des alternatives existent, bien sûr. A commencer par la situation actuelle, inchangée, qui en comparaison du projet de dévastation tient lieu de solution. « *On est en état de guerre: on est attaqués, on a le droit de se défendre même sans projet alternatif* » nous dit-on. Et en effet, si Foruminvest parvient à imposer son mégacentre commercial, les multiples scénarios conviviaux envisageables ne pourraient que rester lettre morte. La priorité est donc à l'évitement. Mais des visions préférables présentent un intérêt politique certain: elles permettent de montrer d'autres possibles, de les rendre plus concrets et perceptibles et du même coup éloignent l'impression de fatalité que les promoteurs tentent de donner à leur projet dévastateur.

En montrant une autre voie, celle du pire ne peut plus être présentée comme inéluctable et en devient plus aisément évitable. Vesdre-Avenir a proposé de nombreuses pistes. À commencer par celle élaborée par Luc Schuiten qui a fait don à l'été 2008 d'une réflexion illustrée à l'association. On y voit notamment un aménagement qui mêle la nature très peu présente au centre de Verviers avec la ville dont le cours d'eau reste l'épine dorsale vivante. Une place centrale vient remplacer l'actuel parking en bord de rivière pour permettre le contact direct avec elle. Le pôle commerçant du centre-ville rejoint cet espace dans des volumes décroissants. Vesdre Avenir souligne combien ce projet est préférable et correspond aux besoins de la ville actuelle. Verviers peut développer son potentiel touristique à condition de protéger son patrimoine, de sauvegarder son espace public qui fait ville. Les emplois locaux, non-délocalisables sont ceux sur lesquels il est le plus réaliste d'envisager la pérennisation de la cité dont la topographie et la géographie sont si particulières. L'artisanat, les emplois faiblement qualifiés, le petit commerce devraient faire l'objet prioritaire des attentions. L'implantation du blockhaus de Foruminvest à Verviers écraserait littéralement ces voies d'avenir.

## RIEN N'EST JOUÉ BIEN AU CONTRAIRE

« *La monstruosité est en train de court-circuiter tout ce qui fait qu'une ville est une ville* » nous dit un habitant. Cette monstruosité projetée au cœur de la ville a fait naître une mobilisation qui n'est pas seulement sociale ou urbanistique, mais plus fondamentalement identitaire. Les Verviétois ont été touchés en même temps que leur ville, qui est leur lieu de vie. C'est sans doute pour cette raison que le projet de Foruminvest pourrait ne pas voir le jour : mal conçu, mal amené, pas concerté, pas démocratique, il a été l'occasion d'une levée géante de bouclier.

En dehors des promoteurs et de ceux qui pourraient bénéficier du bétonnage — ils sont peu nombreux — personne n'est réellement résolu à laisser la monstruosité saboter la capitale wallonne de l'eau. Il reste beaucoup à faire aux citoyens responsables pour préserver leur ville face à l'acharnement des bétonneurs spéculateurs et à l'appât du gain qui fait tourner les esprits faibles. Mais à Verviers une victoire citoyenne est possible, elle devient même probable.

Il y a encore un recours pendant au Conseil d'Etat, qui pourrait stopper la machine. Les Verviétois se sont exprimés dans le cadre d'une enquête publique sur le projet cet été (il fallait que cela tombe pendant les vacances). Leurs avis seront-ils cette fois entendus ? Et au mois d'octobre, les élections communales. M. Desama, dont on dit dans la région qu'il ne vit pas à Verviers mais à Dison, sera-t-il reconduit ? En 2014, les élections régionales. On verra où en sera le projet à ce moment-là mais tout indique qu'il n'en sera encore qu'à ses débuts. Qu'en dira le prochain ministre « compétent » ? Le cours des choses joue contre les mégacentres commerciaux, actuels temples de la consommation et demain matin vestiges des sociétés de la démesure. Peut-être que d'ici là, certains partis se saisiront de l'intérêt qu'ils ont à défendre celui des gens et de leurs lieux de vie. Mais il est inutile de s'en remettre aux mains des élus comme cette patiente et remarquable action l'a illustré de façon éclatante, à Verviers où la résistance citoyenne se porte comme une fleur.

### JBG

*Vous souhaitez soutenir la résistance verviétoise ? Vous pouvez faire un don à l'association Vesdre-Avenir (compte bancaire 068-2439579-56) ou proposer votre aide en la contactant via son site internet [www.vesdre-avenir.be](http://www.vesdre-avenir.be)*

1 « Etat des lieux socio-économique de la région de Verviers - Edition 2011 », [www.leforem.be](http://www.leforem.be)

2 [http://www.luttepauvrete.be/chiffres\\_campagne.htm](http://www.luttepauvrete.be/chiffres_campagne.htm)

3 « La situation reste préoccupante et s'aggrave même pour les quartiers abritant de forte concentration d'étrangers issus de pays pauvres, avec des problèmes aigus de qualification et d'emploi et l'émergence de phénomènes de ghettoïsation. », « Analyse dynamique des quartiers en difficulté dans les régions urbaines belges » in Atlas des quartiers en difficulté, Vandermotten Christian, Kesteloot Christian, Ippersiel Bertrand e.a. 2007, p. 43. [http://mi-is.be/sites/default/files/doc/atlasfr\\_0.pdf](http://mi-is.be/sites/default/files/doc/atlasfr_0.pdf)

4 Plus tôt pour les préparatifs à Verviers, dès 2002 avec Messieurs Desama et Van Cauwenberghe, Messieurs Huon et Riaskoff notamment pour Foruminvest si l'on en croit une enquête réalisée par l'ex-journaliste Philippe Engels - Le Vif/L'Express, 23 mars 2007. Mais les débuts belges de Foruminvest sont encore antérieurs puisque le premier mégacentre commercial a été ouvert en 2003 à Mons, commune de monsieur E. Di Rupo [Voir plus haut].

5 Huit entreprises sur 10 de la région verviétoise emploient moins de 10 personnes. « Etat des lieux socio-économique de la région de Verviers - Edition 2011 », [www.leforem.be](http://www.leforem.be)

6 <http://www.vesdre-avenir.be> Le site de l'association regorge d'informations et retrace 7 ans de luttes. Cet article s'en inspire, ainsi que de la rencontre de certains protagonistes de l'association.

7 « Ouf ti » vient du wallon, est une contraction de « ouf ti » (« ouf toi » en français), interjection de la région liégeoise exprimant l'étonnement, la surprise, et parfois la sidération.

8 Le Jour, 4 juillet 2007

9 Pour ce qui concerne le logement. En vertu de l'article 172 du CWATUPE – le Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie.

# ENCADRÉ : FORUMINVEST – CITY MALL

## FORUMINVEST

ForumInvest Group « Groupe d'Investissement et de Promotion de Centres Commerciaux et de Centres Villes », a été créé aux Pays-Bas en 1987, est présent en Belgique depuis 1999. Son slogan : « la ville gagnante ». Le groupe possède aussi sa chaîne de télévision lancée en 2007, ForumTV qui diffuse ses programmes publicitaires - réalisés dans ses studios belges de Sovifo - notamment dans les centres commerciaux du groupe. ForumInvest est dirigé par Michel Riaskoff.

En Belgique, ForumInvest a réalisé les centres commerciaux "Les Grands Prés" à Mons (inauguré en 2003) et "K in Kortrijk" à Courtrai (inauguré en 2010), autour d'une entente commerciale entre M. Riaskoff et P. Huon et même peut-être d'autres personnes.

## DEVIENT CITY MALL

En août 2010, Patric Huon alors directeur de ForumInvest en Belgique, crée City Mall Development « groupe belge à vocation internationale spécialisé dans l'immobilier commercial » qui rachète les activités belges et luxembourgeoises de ForumInvest. La vocation de City Mall : « redynamiser les villes par le commerce ».

City Mall Development est administré par Patric HUON et détenu à 75% par l'Immobilier HUON (créée en 1992) et à 25% par Ba-

nimmo, société foncière cotée en bourse (le lien est réalisé publiquement par la personne d'Amaury de Crombrugge, administrateur de City Mall Development et également membre du Comité de direction de Banimmo).

« Pour mémoire, Banimmo, foncière de repositionnement et de redéveloppement, acquiert des immeubles présentant un haut potentiel de redéveloppement pour les revendre après transformation. » indique [www.cercle-finance.com](http://www.cercle-finance.com)

## UNE STRATÉGIE SPÉCULATIVE

ForumInvest investit dans la rénovation urbaine en même temps qu'il développe ses centres commerciaux dans les centres villes (Namur, Verviers) ou ses abords (Mons). Ensuite, il les revend à des fonds immobiliers.

« Les Grands Prés » a été revendu au fond allemand Deutsche Immobilien Fonds AG (DIFA, devenu depuis lors « Union Investment Real Estate ») en septembre 2003, soit 4 mois après son inauguration, avec une plus-value pour ForumInvest estimée à 10 millions d'euros sur un prix de vente d'une centaine de millions. ForumInvest, qui reste gestionnaire du centre, a passé un contrat avec le même groupe qui finance à hauteur de 69,7 millions d'euros l'extension et le développement des « grands prés ».

C'est toujours avec le même fond immobilier allemand « Union Investment Real Estate » que ForumInvest a conclu un accord

d'achat du centre commercial K in Kortrijk le 10 décembre 2009, c'est-à-dire avant même son ouverture...

## DÉVELOPPEMENT, PROLONGEMENTS

Michel Riaskoff reste proche, il est actionnaire minoritaire de City Mall Development et conseiller pour le développement du centre « Les Grands Prés » qui va prochainement s'adjoindre un magasin Ikéa. Il s'appête à revendre l'ensemble des parts de Forum Invest à David Ermia (directeur général de Forum TV) alors que l'entreprise va investir dans le développement d'un mégacentre commercial à São Paulo au Brésil.

Dans les cartons de CityMall, on trouve les projets « Au fil de l'eau » à Verviers, « Côté verre » à Namur et le « Palais des Expositions » à Charleroi. Ce dernier est le projet le moins avancé mais il est pensé comme devant être le plus gros (58 000 m<sup>2</sup>, 4400 places de parking). Patrick Huon déclare vouloir y imposer «le shopping de référence de la Wallonie, comme Wijnegem l'est pour la Flandre» (La Libre, 04/09/2010). City Mall indique sur son site internet que « [Le projet] évolue actuellement en fonction des choix urbanistiques stratégiques des autorités communales. » Depuis les affaires carolo, la situation semblait bloquée. Cela tombe remarquablement bien : les élections communales approchent et un certain Paul Magnette devrait investir le costume de bourgmestre. Affaire à suivre, donc.

## BRÈVES

### BRUXELLES À L'ÈRE VICTORIENNE

Première semaine d'août 2012, le PleinOPENair, festival de cinéma en plein air organisé par les bénévoles du Nova ([www.nova-cinema.org](http://www.nova-cinema.org)), avait prévu de dresser son écran géant mobile sur le terrain dit « Victor », près de la gare du midi à Bruxelles, avec l'accord des propriétaires. « Victor », nom du projet des spéculateurs, devrait être bétonné de quatre tours comprenant 100 000 m<sup>2</sup> de bureaux culminant à 150 mètres. Bruxelles compte déjà 1,6 millions m<sup>2</sup> de bureaux inoccupés. C'est dire qu'avec ce projet, Bruxelles-midi entre dans une nouvelle ère victorienne. Le PleinOPENair qui ne se gêne pas pour bousculer de manière constructive les intérêts de nos élites bien assises sur leurs certitudes habituelles, faisait tâche. Les communes de Saint-Gilles et Anderlecht ont interdit l'accès, deux jours avant la soirée d'ouverture. C'est la première fois depuis 15 ans que le Nova devait reprogrammer son festival extérieur en intérieur. Qu'à cela ne tienne, un nouveau lieu a été trouvé fissa et le PleinOPENair a retrouvé le ciel. Longue vie au Nova.

### NAISSANCE DE TECHNOLOGOS

« Maîtrisons-nous nos techniques ou en sommes-nous les esclaves ? Pourquoi, par exemple, l'homme ne sait-il pas arrêter ses centrales nucléaires lorsqu'elles échappent à son contrôle ? Pourquoi laisse-t-il les robots-traders faire la loi à Wall Street et sur l'ensemble de l'économie mondiale ? Pourquoi l'homme, qui ne jure d'habitude que par les libertés, se laisse-t-il localiser passivement par les radars, les caméras de surveillance, les systèmes GPS et autres *techno brothers* ? Pourquoi s'appête-t-il à introduire des nanoparticules artificielles "intelligentes" dans son organisme en leur donnant carte blanche ? Pourquoi confie-t-il de plus en plus de responsabilités à des automates, au point de devoir "communiquer" avec eux bientôt plus qu'avec ses semblables ? Pourquoi, via internet, cherche-t-il à "se faire des centaines d'amis" qu'il n'a jamais vus et ne verra jamais ? Pourquoi y exhibe-t-il de plus en plus son intimité ? A-t-il donc quitté le terrain de l'humanité pour celui d'une *post-humanité*, élaborée en fonction de ses *moyens*, qu'il érige désormais en *finalités* ? En est-il devenu, à son *insu*, leur "serviteur volontaire" ? Leur est-il *aliéné* ?

TECHNOlogos vous invite à créer avec ses membres des espaces de débats publics consacrés à la place de la technique dans les mentalités. Dans l'objectif de *résister à sa sacralisation* et d'*œuvrer à sa démythification*. » (Extraits de l'invitation).

(L'Assemblée générale constituante a eu lieu le 8 septembre 2012 à Paris. Les suites seront mises en ligne sur le site <http://technologos.fr/>)

### ASSAUT DANS UN SUPERMARCHÉ ESPAGNOL POUR NOURRIR LE PEUPLE

Le maire de Marinaleda - ville « connue » pour son organisation démocratique et anti-capitaliste -, José Manuel Sánchez Gordillo, a envahi un centre commercial en Andalousie dans la ville de Écija, en compagnie de quelques dizaines de personnes. Ils ont emporté plusieurs charrettes de produits de première nécessité, « pour les familles qui n'ont pas de moyens ». D'autres supermarchés ont été « attaqués », notamment un Carrefour dans la région de Cadix. A l'initiative du syndicat andalous des travailleurs (SAT), cette action surprise a pour cible « la terre - occupation de propriétés - les banques et les grands espaces ». Lorsque l'État privilégie les nantis, on ne peut que désobéir.

(7 août, [http://www.elmundo.es/elmundo/2012/08/07/andalucia\\_sevilla/1344335915.htm](http://www.elmundo.es/elmundo/2012/08/07/andalucia_sevilla/1344335915.htm))

### LE PEUPLE INDIGÈNE KICHWA DE SARAYAKU GAGNE CONTRE L'ÉTAT D'ÉQUATEUR

La cour interaméricaine des droits de l'homme a réaffirmé, le 25 juillet 2012 la condamnation contre l'État équatorien. « L'État est responsable de la violation du droit à la propriété communale Sarayaku », explique la Cour.

En 2002, des techniciens français accompagnés de militaires équatoriens étaient entrés illégalement sur le territoire Kichwa dans le but d'exploiter le pétrole. La résistance Kichwa s'organise alors, la compagnie doit renoncer et se retire en laissant 1,4 tonnes d'explosifs sur place. En 2003, les Kichwa intentent une action en justice devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) contre l'État équatorien pour violation de leurs droits fondamentaux de peuples autochtones. En 2006, ils plantent une rangée d'arbres à fleur de 300 km le long de leur territoire. Le 25 juillet 2012, ils gagnent en justice. L'Équateur a inscrit dans sa constitution le concept de « bien vivre » (buen vivir), réponse équilibrée au cauchemar du « développement » qui n'existe pour ainsi dire pas dans la tradition amérindienne. Prenons des leçons de l'Équateur.

(Source : <http://forca-coragem.org/>)

### UNE COLMANTRIE D'ÉTÉ

Interviewé par le plus gros quotidien francophone, Bruno Colmant, « Ancien numéro deux d'Ageas, aujourd'hui consultant pour Roland Berger, (...) aussi professeur d'économie à l'Université catholique de Louvain (UCL) et à la Vlerick management school » (ça ne s'invente pas) s'exprime clairement à propos de la crise de l'euro. Après avoir chiffré à 30% le risque d'éclatement de la zone euro, l'ex-patron de la bourse de Bruxelles constate que « *Oui, pour les pays qui seront expulsés ou qui choisiront de saborder leur ancrage monétaire, la rupture sera chaotique à court terme.* » Pas de souci, Citigroup s'y prépare, Monsieur Colman aussi. La boule de cristal tourne à plein régime et l'ardent professeur d'économie prophétise l'apparition d'un euro-mark, la dépréciation de « 20-30% voire plus » du drachme pour la Grèce et une série de mesures bancaires pour domestiquer les dettes, entendez les faire payer par ceux qui n'y sont pour rien (rien de neuf sous le soleil). Ah oui, il indique aussi qu'« *Il faudra aussi apaiser les inévitables troubles sociaux.* ». Vous avez bien compris ?

(Source, Le Soir, 19 juillet 2012)

### FAISONS-LES TAIRE !

C'est une scène dont on pourrait s'inspirer ici, en Belgique. Alors que les mêmes journalistes répétant inlassablement leurs mêmes refrains se gargarisaient dans un débat donné à la bibliothèque François-Mitterrand à Paris, sur « la presse, la politique et l'indépendance rédactionnelle », des membres du collectif *Faites taire les perroquets* (FTP), ont décidé qu'il en irait autrement, cette fois-ci. Répartis aux quatre coins de la salle, ils ont pressé les intervenants Laurent Joffrin, directeur de « Libération », et Maurice Szafran de « Marianne » -, de se taire. Rouage du mécanisme de l'ordre établi, il faudra bien que ces bien-pensants français, belges ou autres, ne soient plus indétronables. Le collectif demande notamment l'instauration « d'un plafonnement du temps de parole pour la trentaine d'éditorialistes qui quadrillent les grands moyens d'information afin de garantir la pluralité des opinions ».

(15 juin, <http://www.leparisien.fr/espace-premium/paris-75/vivrea-paris-15-06-2012-2049111.php>)

# FAIT MAIN, C'EST LE PIED!

## LE GRAPH VÉGÉTAL

FAIT  
MAIN, C'EST  
LE PIED!

Dans chaque édition de Kairos, la Foire aux Savoir-Faire vous propose l'une de ses recettes.

La foire aux savoir-faire a pour objectif de donner le goût et les techniques de **\*faire par soi-même\*** pour le plaisir d'apprendre, d'exercer sa créativité, d'adoucir son impact sur l'environnement et d'ajuster sa consommation à ses besoins. Le plus possible, les recettes qu'elle propose lors de ses animations, qui sont toutes reprises sur son site, sont à base de récup'. Ses ateliers sont ouverts à tous, dans un esprit collaboratif et expérimental; ils laissent à chacun la possibilité de venir faire une réparation, un objet, tester une recette, en inventer une, en utilisant les outils et le matériel de récup' mis à disposition.

Toutes les infos sur :

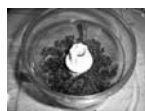
[www.foiresavoirfaire.org](http://www.foiresavoirfaire.org)

### Matériel

- > mousse
- > gel hydrorétenteur (on trouve ça chez les fleuristes sous forme de petites boules)
- > eau à température ambiante
- > crème
- > 1 mixer
- > 1 pinceau

### Marche à suivre

#### 1/ Récoltez de la mousse



(On a de la chance, c'est un des rares trucs qui pousse spontanément en ville, on peut aller en forêt pour en chercher mais il vaut mieux en chercher près du mur sur lequel on va s'exprimer, on est ainsi sûr d'avoir affaire à une espèce qui s'adapte dans le quartier !!)

#### 2/ Déposez-la dans le mixeur.

3/ Ajoutez le gel hydrorétenteur, un volume de boules équivalent au volume de mousse récoltée.



(La couleur du gel n'a aucune importance

puisque ensuite le colorant disparaît et ne marque pas le mur).

4/ Ajoutez la crème (ici les 2/3 d'une brique de 200 ml)



5/ Remplissez avec de l'eau tiède, ici on met le même volume d'eau que le volume de préparation déjà présent.

(Attention, il ne faut pas noyer la préparation. Au final, la texture doit être équivalente à de la peinture et donc être un peu épaisse pour tenir au mur. Elle ne doit pas être trop liquide pour ne pas dégouliner. Donc il vaut mieux en mettre un peu, mixer, et en ajouter si nécessaire, petit à petit).

#### 6/ Mixez

7/ Voilà! À vos pinceaux : vous êtes prêts pour vous exprimer vertement et habiller vos murs de mots bien fleuris et d'images velues!

Suivez l'évolution semaine par semaine de notre test sur le site de la Foire [www.foiresavoirfaire.org](http://www.foiresavoirfaire.org)

# AGENDA / ANNONCES

ANNONCES

**Qui:** Les petites annonces peuvent être proposées par des particuliers, des collectifs ou associations sans but lucratif.

**Quoi:** Demandes et offres de matériel, biens, services, échanges, dons, etc. Les offres matrimoniales, toutes respectables qu'elles soient, ne sont pas acceptées.

**Prix:** La diffusion unique d'une annonce coûte 5 euros, à verser sur le compte de Kairos pour nous soutenir.

Comment: Les annonces font au maximum 600 caractères espaces compris, elles sont à adresser à [annonces@kairospresse.be](mailto:annonces@kairospresse.be)

**Quand:** Les annonces sont publiées dans le numéro qui suit le 30ème jour de la réception de l'annonce et du paiement, hors numéro spécial.

**Sélection:** Kairos se réserve le droit de ne pas publier certaines annonces. Vie privée: Attention, les numéros de téléphones, adresses et coordonnées que vous indiquez dans l'annonce seront publiés dans le journal Kairos. En nous communiquant ces données, vous acceptez que nous les publions. La rédaction décline toute responsabilité de l'usage qui sera fait de ces informations privées par des tiers.

LES 21 ET 22 SEPTEMBRE  
**PARKING DAY**

Envahissez-les, même si vous êtes fanatiques de baignole. Car visualiser le résultat d'une modification possible de l'usage d'un parking, c'est voir d'autres possibles. Faites-en une pelouse, un stand de fruits et légumes, un atelier vélo, un espace de bancs, un poulailler... soit un véritable espace public. Pour voir comment la ville – et la campagne – pourraient être, et que l'« impossible » ne demande que la volonté du nombre.

Partout en Wallonie et à Bruxelles... et dans le monde <http://www.iewonline.be/>

21 SEPTEMBRE 2012  
**« L'AGRICULTURE PAYSANNE POUR NOURRIR LE MONDE »**

Conférence-débat à Louvain-la-Neuve le 21 septembre dans le cadre du cycle « 40 ans après, plus que jamais... Small is beautiful ». Rencontre à l'initiative du GRAPPE. Vendredi 21 septembre 2012 de 19h à 22h 30 à Louvain-la-Neuve, à la Maison du Développement durable de LLN, place Agora 1348 LLN. PAF : 5 euros

SEPT RENCONTRES/DÉBATS  
DU 11 OCTOBRE AU 29 NOVEMBRE  
**ARAU – MIDIS DE L'URBANISME 2012 CENTRES COMMERCIAUX: 2 + 1 GRATUIT ?**

« Le modèle [du centre commercial en périphérie des villes] commence à être contesté en France », écrivait Le Nouvel Économiste le 8 juin 2011. Alors qu'on pouvait penser celui-ci en perte de vitesse, voire dépassé, ce ne sont pas moins de trois projets de centres commerciaux qui ont vu le jour ces dernières années dans le Nord de Bruxelles ou dans sa proche périphérie. Réaliste ? Adéquat ?

Plus globalement, l'ARAU s'interroge sur la pertinence et la pérennité d'un modèle fondé sur l'hyperconsommation, particulièrement en ces temps de crise. Le centre commercial a-t-il sa place en ville ? L'ARAU propose d'en débattre publiquement avec les auteurs des projets, des experts, des chercheurs et des représentants de la société civile au cours de 7 rencontres.

<http://www.arau.org/>

**APPARTEMENTS HABITAT COLLECTIF**

Il reste deux appartements à vendre à L'Échappée, projet d'habitat groupé à Laeken: bâtiments neufs et écologiques, habitat de 18 logements avec

en commun un jardin, une salle polyvalente, un local vélo avec atelier, une salle de jeu/chambre d'amis, une buanderie et plein de projets (groupe d'achats collectifs, échange de savoirs, potager, etc.). Proche du métro et du centre. Infos sur <http://www.echappee.collectifs.net/> Bienvenus!

Contactez Anne-Lise (message): 0485/291753

### CHERCHE PETIT TERRAIN

Urgent : couple sympa en quête d'une vie plus en phase avec la nature et ses valeurs cherche un endroit agréable (champ, bois, jardin...) collectif ou individuel pour poser une yourte et cultiver un lopin de terre. Si possible à maximum 40 minutes de Bruxelles. Plus d'infos sur le projet : 0485/74.50.35

**DOCUMENTAIRE SUR L'HISTOIRE POPULAIRE DES ETATS-UNIS DE HOWARD ZINN**

Howard Zinn a écrit « Une histoire populaire des Etats-Unis », livre exceptionnel qui retrace l'histoire des USA à partir du peuple.

Pour aider les producteurs, vous pouvez devenir un SMG (Souscripteur/trice Modeste et Génial) et ce faisant aider au financement de ce travail et à sa diffusion. Cela vous permettra

de recevoir le film « avant tout le monde » et d'être invité à des séances publiques. En été 2012, il y a environ 2700 souscripteurs, il faudrait atteindre 10.000 souscripteurs...

Informez-vous et souscrivez sur : [www.lesmutins.org](http://www.lesmutins.org)

**DOCUMENTAIRE SUR LES JOURS HEUREUX (LE PROGRAMME DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE)**

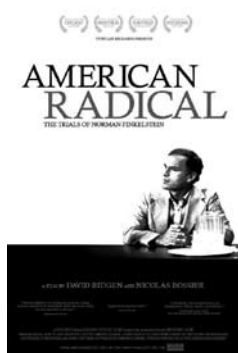
« Gilles Perret filme et recueille les témoignages de plusieurs acteurs ayant participé à l'élaboration de programme du Conseil National de la Résistance.

Ce documentaire intitulé « Les jours heureux » veut raconter l'histoire de ces quelques hommes sans qui la sécurité sociale, les retraites par répartition, le vote des femmes, les comités d'entreprise et bien d'autres choses n'existeraient pas aujourd'hui en France.

Alors, pour que ce film existe, qu'il soit vu et que cette histoire belle et singulière puisse être racontée à tous : NOUS AVONS BESOIN DE VOUS ! »

Informez-vous et souscrivez sur : [www.lavaka.fr](http://www.lavaka.fr)

# VU, LU, ENTENDU



## LE COMBAT RADICAL

«Etre radical, c'est qualitativement plus que le mécontentement habituel que ressent une personne au contact du monde. Je vois ça comme quelque chose de radicalement injuste donc il faut que ce soit

radicalement changé. D'autres personnes pensent que c'est mal mais aussi que les inégalités ne sont pas radicalement mauvaises. Qui vous choisissez de voir à travers quels yeux, à travers quels yeux vous choisissez de regarder le monde? C'est un monde radicalement injuste. Et ça demande un changement radical». Norman Finkelstein, juif américain, spécialiste du conflit israélo-paléstinien, n'est pas juste un contestataire. Il est un homme qui engage sa vie dans la démonstration de la vérité et la lutte contre l'injustice. Mais ce que son combat révèle, et que le reportage met formidablement en évidence, c'est la question des identités, et la haine qui naît de la méconnaissance des autres.

Norman Finkelstein pourfend l'instrumentalisation de l'histoire et le sentimentalisme affecté qui sélectionne les souffrances passées pour mieux évacuer les actuelles. Ainsi, répondant après un débat à une personne fondant en larmes en lui reprochant de ne pas tenir compte de la souffrance infligée par les nazis aux juifs, Finkelstein répondra, catégoriquement : «Je n'aime pas jouer devant un public la carte de l'Holocauste mais maintenant je me sens obligé de le faire: mon défunt père était à Auschwitz, ma défunte mère était dans le camp de concentration de Majdenek. Chaque membre de ma famille des deux côtés a été exterminé. Mes parents ont fait partie de la révolte du Ghetto de Varsovie. Et c'est précisément et justement à cause des leçons que mes parents nous ont apprises, à moi et à mes deux frères, que je ne resterai pas silencieux quand Israël commet des crimes contre les Palestiniens. Et je considère qu'il n'y a rien de plus ignoble que d'utiliser leur souffrance et leur calvaire pour essayer de justifier la torture, la brutalité, la démolition des maisons qu'Israël fait subir quotidiennement aux Palestiniens. Alors je refuse d'être intimidé par les larmes. S'il y avait vraiment des sentiments en vous, vous seriez en train de pleurer pour les Palestiniens».

Par là, Norman Finkelstein questionne profondément l'identité et introduit le principe essentiel de son dépassement pour «voir à travers d'autres yeux». De par son origine juive, il crée le malaise dans les «deux camps». Ainsi, il n'avouera à une amie palestinienne que quelques années après leur rencontre – quand elle avait appris à aimer Norman Finkelstein pour ce qu'il était et non pas pour ce qu'il représentait – son identité juive, sous forme d'une question subtile et bouleversante par sa réponse: «Est-ce que tu aimes les Juifs»? «Non», répondit-elle tout naturellement. «Eh bien, je suis juif», lui dit Norman. «A ce moment, expliquera son amie plus tard, je réalisais que je venais juste de parler à quelqu'un dont j'avais avoué juste avant que je le détestais». Toutefois, Norman Finkelstein ne joue pas de cette identité dans sa défense contre les injustices faites aux Palestiniens: même si elle est omniprésente et essentielle, il veut être reconnu pour ce qu'il dit et la vérité qu'il défend. Paradoxalement, car sa propre histoire est intimement liée à son combat, il ne fait que confirmer que la lutte pour la justice doit se faire indépendamment de son identité: on ne doit pas dénoncer les brimades, destructions de maisons, tortures que subissent les Palestiniens quotidiennement parce que l'on est soi-même arabe, musulman, juif... mais parce que ces brimades, destructions et tortures sont en elles-mêmes injustes.

Norman Finkelstein, par son combat, sa détermination, son dégoût pour l'injustice, nous pousse à être nous-mêmes radicaux. Au risque évident d'être poursuivi par ceux que l'on dérange par la recherche de la vérité: Finkelstein sera renvoyé de son université et refusé dans d'autres; en 2008, le gouvernement israélien lui refuse l'entrée sur le territoire alors qu'il est là pour visiter son ami palestinien, et lui interdit d'entrer en Israël pendant 10 ans, pour des «raisons de sécurité»; l'Organisation de Défense Juive a récemment lancé une campagne «Chassez le traître de juif»

contre Norman Finkelstein, collant des affiches dans son immeuble et demandant au propriétaire de l'expulser.

Ce que propage Norman Finkelstein, ce n'est rien moins que la volonté de penser librement, contre les hérauts de la pensée formatée et consensuelle, et de dépasser la crainte d'exprimer le politiquement incorrect. Il vit sa lutte et c'est un souffle grisant que de voir un homme qui n'a aucunement peur de dire ce qu'il pense... dès lors que c'est pour améliorer le sort de l'homme.

AP

**American Radical**, Les procès de Norman Finkelstein, Un film de David Ridgen et Nicolas Rossier, produit par Les Mutins de Pangée. [www.lesmutins.org](http://www.lesmutins.org).



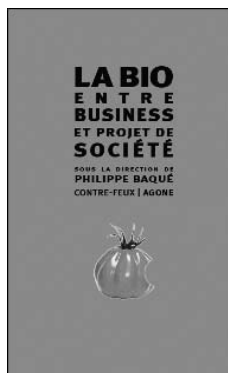
## NOUVEAU JOURNAL SUISSE

Alors qu'on entend plus souvent parler en Belgique de la Suisse pour l'argent que nos chers compatriotes y placent, voilà une occasion d'évoquer la contrée helvétique pour autre chose : un nouveau journal...

décroissant. « Moins » naît d'une volonté d'offrir une voix discordante dans le paysage politique romand et national... on ne s'attendait pas à ce que les questions écologiques et sociétales soient traitées là-bas à travers autre chose que le prisme du progrès et de la croissance.

Bonne chance à eux !

[www.achetezmoins.ch](http://www.achetezmoins.ch)



## IL Y A «BIO» ET «BIO»

Les produits «marqués» bio fleurissent dans notre vie quotidienne. On en trouve autant dans des petits commerces de proximité au public varié, dans des paniers obtenus par des groupes d'achat, que sur des étales de grande surface.

Cette disparité, au-delà de la béatitude ingénue qui verrait dans cette colonisation du bio une marque de changement radical, pose surtout la question de sa définition: qu'est ce qu'un produit bio?

Car, comme le disent les auteurs: «Quels points communs existe-t-il entre les paysans qui vendent leurs produits bio, avec une réflexion sur un prix juste, sur des marchés de plein vent ou au sein d'Amap (Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne) et une enseigne de la grande distribution qui propose sur ses linéaires des produits bio importés de l'autre bout du monde, au bilan carbone catastrophique et vendus entre cinq et dix fois leur prix d'achat?» En effet, quelle pertinence, et quel sens entre le projet de société que porte l'agriculture biologique et la consommation du bio de grande surface? Là où l'un représente un véritable projet de société, l'autre révèle une nouvelle niche commerciale à exploiter. Là où l'un est porteur de changement, l'autre n'est que continuité.

Le bio n'a pourtant rien de nouveau et cette ancienneté n'en est que plus pertinente du fait de l'évolution – et de l'approfondissement – dans l'exploitation de la nature et de l'homme dont l'époque actuelle témoigne. Il faut au fond se rappeler «qu'avant la révolution industrielle, toutes les cultures du monde étaient bio, en ce sens qu'elles n'avaient recours ni aux engrais ni aux pesticides de synthèse ni aux médicaments vétérinaires allopathiques ni aux plantes et animaux transgéniques». Que ce soit l'agriculture biodynamique, l'agriculture organique ou encore l'agriculture naturelle de Fukuka, «les fondateurs de la bio sont clairement des opposants (...) Ils représentent, chacun à leur manière, un courant permanent de résistance intellectuelle à des modes de pensée dominants». Cela rompt avec l'indifférenciation entre le bio-business et le bio pour une société plus juste, plus saine, plus solidaire.

Et l'enquête est implacable, passant de la Colombie avec son huile de palme certifiée «paramilitaire» – et «bio» par Ecocert –, les élevages intensifs de volaille français où une nouvelle réglementation européenne de l'agriculture biologique permet d'importer 50% de son alimentation, et les tomates, fraises et autres d'Almería, certifiés «sous serre» et «fruits de l'exploitation de travailleuses marocaines, polonaises, roumaines»... où la seule différence avec le non-bio réside dans les intrants certifiés... bio; décortiquant aussi ces nouvelles grandes surfaces exclusivement bio, s'arrêtant au Maroc, en Israël et en Palestine, pour conclure par un chapitre au titre évocateur: «une autre bio pour un autre monde».

Car c'est un double défi qui se présente à nous, bien loin des grandes surfaces aseptisées arborant leurs produits bio: «changer l'agriculture pour changer la société, ou devoir changer la société pour pouvoir changer l'agriculture».

AP

**La Bio**, entre business et projet de société, Philippe Baqué (sous la dir.), Editions Agone, Marseille, 2012



## MAYAK, REVUE-LIVRE

«...j'ai la conviction que l'idée de décroissance ne fera son chemin dans les esprits qu'avec le recours à une perception poétique de la réalité. ... La poésie est, dans le métier du langage propre aux poètes, comme

dans l'ouverture sensible de l'esprit à la portée de chacun, le seul exercice susceptible d'éclairer crûment le néant, le malheur, l'illusion et le désespoir pour nous offrir une autre manière d'évoquer la réalité et qui lui restitue la puissance d'attraction et d'interrogation sans lesquelles ce qui semblait ne pas être peut devenir. La poésie est la matrice de la vie future» écrit Jean-Claude Besson-Girard dans *Decrescendo Cantabile. Petit manuel pour une décroissance harmonique* (Lyon, Paragon, 2005, p. 31). Si J.-C. Besson-Girard a raison, ce que nous croyons, il y a là une excellente raison de lire Mayak.

Tous les six mois paraît un numéro de cette « revue-livre de culture vivifiante (!), solitude fertile (...), société possible (?) ». C'est à notre connaissance la seule revue-livre de l'univers qui parvient en environ 170 pages à offrir une telle vue sur ce monde qui est là (encore!) et qui ressemble dans ses nombreux interstices fichtrement à un monde du genre de ceux qui nourrissent les espérances de l'objection de croissance. Vous trouverez d'ailleurs des pages inattendues sur la décroissance dans le numéro 5. Le sixième opus parcourt le monde en tous sens et de droite à gauche, de bas en haut, de silences en musiques (MAYAK 6 est accompagné d'un disque de Steve Houben joué pour l'occasion), de noir, de blanc, de couleurs. Nous manquons de place pour vous expliquer comment passer de la visite graphique d'une caravane à la permaculture bénédictine au Katanga. Des sciences chinoises du XVIe siècle à l'esprit des ordures vu de Prague. De l'objection de croissance d'Aminatou Traoré au Mali aux jardins des fraternités ouvrières à Mouscron, puis à la musicothérapie, notamment.

Mayak est une revue-livre créatrice d'harmonies dont la lecture peut procurer un sentiment mêlé de sérénité, de beauté, de surprise. Mayak est à part, d'une «merveilleuse beauté» comme aurait pu le dire l'autre. Il doit exister un envoûtement Mayak.

Mayak, revue-livre reliée au site multimédia [www.mayak.be](http://www.mayak.be), est éditée par l'association Groupe Esthétique! Pour soutenir Mayak, abonnez-vous! (Belgique – 35 euros, Etranger – 40 euros envoi compris) à verser sur le compte IBAN BE29 5230 8021 7964. [info@mayak.be](mailto:info@mayak.be) Tél. : 00 32 (0) 68/44 84 72 Librairies où trouver MaYaK: Bruxelles : Tropismes, 100 papiers, Filigranes, Libris-Agora Louise, Quartiers latins / Louvain-la-neuve : Agora-Libris, Namur : Point virgule, Papyrus / Liège : Entre-temps (asbl Barricade), Pax, Livres au trésor, le Comptoir, la Carotte / Nivelles : la Compagnie des mots / Boitsfort : ABAO (rue Middelbourg) / et l'une ou l'autre librairie à Tournai.

JBG



Illustration: Julie Chenet

## DEMANDEZ KAIROS À VOTRE LIBRAIRE ! ABONNEZ VOS AMIS !

### Kairos

Kairos, projet coopératif et bénévole, repose sur une équipe engagée, se nourrit d'apports divers et variés, se veut avant tout un journal d'opinion, résistant, d'ouverture et collectif. Il n'est lié à aucun parti ni aucun syndicat. Journal promouvant les valeurs de l'objection de croissance, il défend la liberté et l'esprit critique, et par là le sens des limites et le respect de la nature vivante.

Kairos veut rompre avec les idéologies dominantes de la société : consumérisme, croissance, développement, progrès, marchandisation du monde et du vivant, travailisme et employabilité, compétitivité, concurrence et « libre-échange »... qui nous semblent être autant de mécaniques d'exploitation par l'homme de l'Homme et de la Nature et de négations de ce qui fait le beau, le bon et le vrai dans la vie. Notre journal s'écrit avec la conscience que la vie est forte mais l'existence fragile, que tout est éphémère.

Kairos dénonce l'esprit de la machine : le productivisme, logique du toujours plus, d'accumulation infinie et indéfinie pour satisfaire à la croissance du PIB, sans questionnement sur le sens et la nécessité de la production, sans respect par conséquent de la nature et de l'humain.

Kairos cherche à comprendre et recherche donc les forces et les logiques passées, présentes, et celles qu'on nous prépare, qui font le monde tel qu'il est et devient.

Kairos sait que l'individu ne peut pas tout mais qu'ensemble tout est possible, le meilleur comme le pire. Notre questionnement ne concerne donc pas que les structures lointaines du pouvoir mais aussi la possibilité d'agir de chacun, seul et associé, ici et maintenant.

Kairos propose d'autres possibles, qui souvent existent déjà ou ont existé. Sortir du seul pessimisme dénonciateur et retrouver les voies de sociétés décentes, des sociétés qui n'humilient pas et de bonheurs simples. Des sociétés décentes dans lesquelles la justice est ardemment recherchée par le plus grand nombre, y compris par les dirigeants et les institutions. Des sociétés dans lesquelles les plus forts n'exploitent pas les plus faibles, où les personnes ne sont pas réduites à leurs fonctions de production et de consommation ; des sociétés qui dépassent les catégories binaires (travailleur/chômeur, jeune/vieux, étranger/autochtone, ...) et leurs stéréotypes associés.

Des sociétés au cœur desquelles la fraternité des hommes est donc reconstruite et cultivée comme condition de leur autonomie individuelle et collective et comme base de la solidarité. Des sociétés qui savent s'autolimiter, qui refusent le « sens-unique de l'histoire » et chérissent les connaissances précieuses du passé, indispensables pour l'avenir.

Kairos s'inscrit dans son temps, qui est un « moment opportun », celui de la conjonction des crises et de l'espoir d'un bouleversement des consciences.

Kairos n'existe que grâce à ses lecteurs qui, comme nous, pensent qu'il est tard déjà et que maintenant est le moment d'agir.

### SOUTENEZ-NOUS: ABONNEZ-VOUS! 5 NUMÉROS + 1 SPÉCIAL\*

Kairos – Journal antiproduktiviste pour une société décente

#### BELGIQUE

##### Personnes

> Abonnement simple

18 euros

> Formule de soutien\*\*

30 euros  50 euros  Plus

##### Organisations

> Abonnement simple

40 euros

> Formule de soutien\*\*

60 euros  80 euros  Plus

#### FRANCE

##### Personnes

> Abonnement simple

24 euros

> Formule de soutien\*\*

30 euros  50 euros  Plus

##### Organisations

> Abonnement simple

44 euros

> Formule de soutien\*\*

60 euros  80 euros  Plus

Nom\*\*\*: \_\_\_\_\_ Prénom\*\*\*: \_\_\_\_\_

Rue\*\*\*: \_\_\_\_\_ Numéro: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_

Ville\*\*\*: \_\_\_\_\_ Pays\*\*\*: \_\_\_\_\_

Adresse électronique ou téléphone (facultatifs): \_\_\_\_\_

> A retourner à: **Respire asbl, Rue Joseph Coosemans, 32, 1030 Bruxelles**

Virement bancaire à l'ordre de  
Kairos – asbl Respire sur le compte: 979-6411697-02  
IBAN BE32 9796 4116 9702 – BIC ARSPBE22

Chèques  
non acceptés  
en Belgique

Renseignements:  
Tél. (00 32) 485/057 744 - (00 32) 488 200 175  
Courriel: info@kairospresse.be  
Site: www.kairospresse.be

\* Abonnement valable à partir du numéro suivant réception du virement

\*\* Abonnement simple + Don

\*\*\* Remplir EN LETTRES MAJUSCULES